



Accédez directement à l'article souhaité depuis cette page sommaire en cliquant

l'icône  située en haut à gauche de cette page Résana.

Bolloré Logistics

- Incendie de Bolloré Logistics à Grand-Couronne : plus de trois ans après, les nombreuses plaintes toujours au point mort (76 actu)

Économie et vie des entreprises

- Normandie : l'Ademe mobilise les élus pour accélérer la transition écologique (Gazette de Normandie)
- La Région Normandie renouvelle son soutien à Normandie AeroEspace (Gazette de Normandie)
- Eure : deux PME métallurgiques discrètes mais stratégiques... jusqu'au nucléaire ! (Normandinamik)
- TotalEnergies et la Fondation du patrimoine unis pour le meilleur en Normandie (Paris Normandie)

Environnement

- Quels sont les premiers effets sur le paysage de la connexion de la Saône à la mer à Quiberville ? (Environnement)
- Estuaire de la Seine. Des camions électriques pour transporter nos déchets : quel bilan, après un an ? (Tendance Ouest)
- Réchauffement climatique. La reproduction de coquilles Saint-Jacques à surveiller en Baie de Seine (France 3)
- Poissons, crustacés, algues : une hécatombe dans les centrales nucléaires comme Penly ? (Paris Normandie)

Sécurité

- 200 policiers et gendarmes à Lillebonne : une quinzaine de personnes interpellées dans une vaste opération anti-drogue (France 3)
- 14-Juillet : un des plus beaux feux d'artifice de la région de Rouen est annulé (et ce ne sera sûrement pas le seul) -76 actu)
- Un incendie se déclare dans le centre de rétention administrative de Oissel : ce que l'on sait (76 actu)

Agriculture

- Normandie : le new deal des chambres d'agriculture annoncé par leur président (Paris Normandie)

Social et société

- "Un projet absurde" : élus et associations écologistes expriment leur opposition au projet DÉZIR (France 3)
- « Catastrophique sur le plan écologique » : à Rouen, ils s'opposent au projet d'usine de carburant durable (Paris Normandie)

Collectivités locales et équipements publics

- Un projet de résidence étudiante... puis plus rien : pourquoi ce bâtiment est toujours à l'abandon à Rouen ? (76 actu)
- Comment la Ville de Rouen va relancer sa lutte contre les dépôts sauvages de déchets ? (Paris Normandie)
- Canicule au Havre, la gestion des écoles s'invite (dans la colère) au conseil municipal (Paris Normandie)
- Un chantier à 2 millions d'euros démarre dans le plus grand collège de Seine-Maritime (Paris Normandie)
- Lutte contre la vacance, crédits, terrains, appels d'offres : ça bouge pour le logement à Dieppe (Paris Normandie)

Transport

- « Nous basculons du fossile à un carburant vertueux » : Notre Dame, pionnier du transport maritime écologique (Paris Normandie)

Santé

- Les hôpitaux normands sous tension après la canicule, un nouvel épisode de fortes chaleurs redouté dès la semaine prochaine (France 3)

Éducation

- « Des pics à 52°C. » Au collège d'Oissel, près de Rouen, des classes en surchauffe et des cours annulés (Paris Normandie)

Justice

- Rouen. "On ne négocie pas une peine sur un coin de table" : colère et mobilisation des avocats devant le palais de justice (Tendance ouest)
- Loi Sure à l'Assemblée : « Une politique de sparadraps », dénonce la bâtonnière de Dieppe (Paris Normandie)

Politique

- Accusé de harcèlement, le maire de Canteleu « regrette que la situation ait pris une telle ampleur » (Paris Normandie)
- Présidentielle 2027 : la porte-parole du gouvernement Maud Bregeon annonce soutenir Édouard Philippe (Paris Normandie)

Divers

- « Ça a été un choc » : le maire de Rouen annonce une récurrence de son cancer, mais continue ses activités (Ouest France)

Acteurs publics

- Salaires dans la fonction publique : le ministre David Amiel en terrain miné avant le rendez-vous du 6 juillet
- Transparence : la CADA appelle à une "transformation en profondeur" pour faire face au "défi du nombre"
- "Il faudrait être buté pour ne pas revoir sa stratégie" : Walter Arnaud justifie le virage de la DSI de l'État
- Sondage exclusif : Comment l'intelligence artificielle transforme-t-elle les services publics français ?

Incendie de Bolloré Logistics à Grand-Couronne : plus de trois ans après, les nombreuses plaintes toujours au point mort

Adrien Filoche

8–10 minutes

Collectivités, associations mais aussi particuliers ont déposé plainte après l'incendie de Bolloré Logistics, survenu à Grand-Couronne en janvier 2023. Tous sont sans nouvelles.

Sur le même thème

[Bolloré Logistics](#)

[Incendie](#)

[Justice](#)

Article réservé aux abonnés



Collectivités, associations mais aussi particuliers ont déposé plainte après l'incendie de Bolloré Logistics, survenu à Grand-Couronne en janvier 2023. Tous sont sans nouvelles. (©Archives/JH/76actu)

Par [Adrien Filoche](#) Publié le 29 juin 2026 à 19h18

Plus de trois ans après l'incendie, la procédure judiciaire semble encore avancer... **au ralenti**. Le lundi 16 janvier 2023, un feu se déclarait dans un entrepôt de stockage de batteries au lithium sur le site de Bolloré Logistics à [Grand-Couronne](#), près de [Rouen \(Seine-Maritime\)](#).

Lors de ce grave incendie, près de **900 tonnes de batteries au lithium** usagées prenaient feu, provoquant un **important épisode de pollution**. Après l'incident, **de nombreuses plaintes ont été déposées** par des collectivités, des associations mais aussi des particuliers. Aujourd'hui, les plaignants se retrouvent toujours dans le flou, sans nouvelles.

Le flou sur les plaintes de l'incendie de Bolloré Logistics

L'une des premières procédures engagée est issue de la commune de Grand-Couronne. Dans la foulée de l'incendie, la municipalité a déposé **plainte contre X** dès le mois de février 2023 à la suite d'un vote en conseil municipal.

À l'époque, Julie Lesage, la maire, expliquait : « L'objectif est double : **obtenir réparation pour la ville et ses habitants**, et avoir connaissance de **l'ensemble des éléments de l'enquête** ». Interrogée par *76actu*, l'édile nous informe ne pas avoir eu de suites pour cette plainte à ce jour.

La Métropole Rouen Normandie a aussi déposé une plainte contre X, plus tardivement, en 2024. Également interrogée, la collectivité indique n'avoir eu aucun retour. Silence radio.

Par ailleurs, trois plaintes ont été **déposées contre X par des particuliers**, dont une personne ayant développé des difficultés respiratoires après l'incendie. Ces personnes sont défendues par Julia Massardier, l'avocate rouennaise qui représente l'Association des sinistrés de [Lubrizol](#).

À l'époque, la pénaliste disait : « Nous demandons au Procureur d'enquêter largement afin de définir les origines de ces explosions/incendie et de retrouver les fautes éventuelles pouvant être retenues à l'encontre de qui de droit ».

La différence, c'est que pour Lubrizol, une instruction a été ouverte, je me suis constituée partie civile donc j'ai accès au dossier. Sur l'incendie de Bolloré Logistics, nous sommes sur une procédure parquet, c'est-à-dire soumise au secret total. C'est un dossier qui aurait pourtant pu justifier l'ouverture.

Interrogée en juin 2026, l'avocate indique n'avoir « aucune information sur le dossier. Depuis les plaintes déposées, le parquet refuse de communiquer avec moi. Je ne sais pas ce qu'il se passe. Estime-t-on que mes plaintes ne sont pas assez légitimes ? », s'interroge-t-elle.

Une nouvelle plainte déposée en mai 2025

Toujours sur le volet des plaintes, l'une des plus détaillées a été déposée en mai 2025 par **l'association FNE** (France Nature Environnement). Elle a fait suite à la publication d'un rapport en avril 2025 du Bureau d'enquêtes et d'analyses sur les risques industriels (BEA-RI).

Le rapport, qui confirme que l'incendie a provoqué une importante « pollution de la nappe phréatique », exclut une « origine malveillante » pour le sinistre, mais pointe **des défaillances** telles que « l'absence d'un système d'extinction adapté aux marchandises stockées » et note qu'« aucun dispositif n'était prévu pour empêcher ou ralentir la propagation ».

La plainte de la FNE vise les trois industriels : Bolloré Logistics (le locataire), Highway France Logistics (le propriétaire des murs) et Blue Solutions (propriétaire des batteries), pour pollution des eaux au lithium, exercice sans autorisation d'une activité réglementée, abandon de déchets et « **écocide** », un délit dont les peines maximales vont jusqu'à 10 ans d'emprisonnement et 4,5 millions d'euros d'amende.

Nous sommes sans nouvelles. Par ailleurs, compte tenu de l'actualité judiciaire, nous savons que les dossiers environnements ne sont pas traités prioritairement, il y a donc peu de chances que

l'enquête avance dans les prochains mois. Nous avons prévu de relancer le parquet de Rouen à la rentrée sur divers sujets dont celui-ci.

L'association Robin des Bois compte parmi les autres ayant déposé plainte. Cette organisation environnementale a engagé une procédure contre X le 25 janvier 2023. Robin des Bois sollicitait alors [des poursuites pour trois infractions à la réglementation](#) sur l'exploitation d'une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE), catégorie dont fait partie le bâtiment sinistré.

Également contactée à ce jour, l'association Robin des Bois affirme n'avoir eu « aucune nouvelle récente », précisant que « l'instruction risque encore d'être longue ».

Les industriels se renvoient la responsabilité

Côté justice, plusieurs décisions ont déjà été prises. Mais **l'enquête est encore loin d'être terminée**. En octobre 2024, nous vous révélions que le groupe Bolloré avait été [épinglé pour avoir stocké ces déchets dangereux](#) sans autorisation.

Les deux sociétés avaient fini par obtenir gain de cause avec la suspension de cet arrêté devant le tribunal administratif en décembre 2024. Mais un nouveau rebondissement est survenu en mai 2025, lorsque le Conseil d'État a annulé [la suspension arrêtée par le tribunal administratif](#).

Sur le volet des responsabilités, les industriels se renvoient la balle : Highway France Logistics accuse les entreprises du groupe Bolloré d'avoir mis en place une filière de stockage de déchets dangereux. Blue Solutions conteste, réfute la qualification de « déchets » et affirme qu'Highway avait été informé en amont de la nature de ces batteries.

« Une contamination claire et nette de l'environnement »

En plus des défaillances constatées en lien avec l'incendie lui-même, des manquements sont également observés en ce qui concerne **le chantier de dépollution** faisant suite à l'incident. Le 15 juin dernier, une **mise en demeure** a ainsi été adressée à Highway par la préfecture de la Seine-Maritime, qui constate que [la dépollution n'avance pas assez vite](#). Et ce n'est pas la première.

« Il y a une contamination claire et nette de l'environnement », insiste de son côté Christophe Holleville secrétaire de l'Union des victimes de Lubrizol. « On constate tous les mois les concentrations anormales en lithium déversées dans la Seine, jusqu'à 37 000 fois plus que le taux moyen détecté en France. Il y a des données chiffrées, des rapports. Alors pourquoi cela n'avance pas du côté de la justice ? », se questionne-t-il.

À la rentrée, l'Union des victimes de Lubrizol souhaite réaliser une opération de prélèvements sanguins auprès des adultes et des enfants. « Il n'y a eu aucune analyse de faite sur les riverains exposés aux fumées. Ce n'est pas normal, alors que le lithium est considéré comme dangereux pour la santé. N'a-t-on rien appris de Lubrizol ? », martèle Christophe Holleville. Une opération que l'association devra financer elle-même, faute d'action de l'État.

Suivez l'actualité de Rouen sur [notre chaîne WhatsApp](#) et sur [notre compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Normandie : l'Ademe mobilise les élus pour accélérer la transition écologique

J.M

3-4 minutes

En bref

Du 2 au 9 juillet, l'Ademe organise en Normandie une nouvelle édition de la Quinzaine du réseau Élus pour agir. Destiné aux maires et élus locaux, ce rendez-vous mettra en lumière plusieurs projets déjà déployés sur le territoire afin de favoriser le partage d'expériences et la diffusion de solutions concrètes.



L'ADEME accompagne les élus normands © D.R.

Publié le 30 juin 2026 - Mis à jour le 30 juin 2026

En Normandie, l'Ademe poursuit son accompagnement des collectivités à travers la Quinzaine du réseau Élus pour agir, organisée du 2 au 9 juillet.

Créé en 2023, ce réseau rassemble aujourd'hui près de 5 000 élus en France, dont 370 en Normandie, autour des enjeux de la transition écologique.

Cinq rendez-vous en Normandie

Cinq rendez-vous sont programmés dans la région afin de présenter des réalisations concrètes

En Seine-Maritime, à Montivilliers, une visite mettra en avant la transformation d'une ancienne zone humide en parc paysager conciliant biodiversité et adaptation au changement climatique.

À Bernay, les élus découvriront une légumerie-conserverie développée dans le cadre du Projet alimentaire territorial afin de valoriser les surplus des producteurs locaux et d'approvisionner la

restauration collective.

Dans l'Orne, à Planches, un «Drive communal» illustrera comment une commune de 180 habitants a créé un nouveau débouché commercial pour les agriculteurs grâce à la vente de produits fermiers en bocaux consignés.

Deux webinaires consacrés à la mobilité électrique et aux mobilités durables compléteront le programme. Ces thématiques répondent à des enjeux majeurs pour la Normandie, où les déplacements routiers constituent le deuxième poste d'émission de gaz à effet de serre et où 16% des ménages sont en situation de précarité énergétique pour leurs déplacements quotidiens.

En accompagnant les élus dans le montage de leurs projets et l'accès aux dispositifs de financement, l'Ademe contribue également à accélérer les investissements publics locaux, au bénéfice de la compétitivité économique, de l'innovation et de la résilience des territoires.

La Région Normandie renouvelle son soutien à Normandie AeroEspace

Chloé Guerout

3-4 minutes

En bref

La Région Normandie a signé un nouveau contrat triennal avec NAE pour renforcer la compétitivité de la filière aéronautique, spatiale, défense et sécurité. L'association fixe cinq priorités stratégiques jusqu'en 2028.



© NAE

Publié le 30 juin 2026 - Mis à jour le 30 juin 2026

La Région Normandie a renouvelé son soutien à Normandie AeroEspace (NAE) avec la signature d'un nouveau contrat triennal couvrant la période 2026-2028. L'accord a été officialisé le 25 juin, à l'issue de l'assemblée générale de l'association organisée au Mémorial de Caen, en présence d'Hervé Morin, président de Région.

Dans un contexte marqué par les tensions géopolitiques, les enjeux de souveraineté industrielle et la concurrence internationale, la collectivité entend accompagner les entreprises normandes de l'aéronautique, du spatial, de la défense et de la sécurité. *«En renouvelant notre soutien à NAE, nous affirmons clairement notre ambition : faire de notre territoire un pôle d'excellence*

incontournable», a déclaré Hervé Morin.

Cinq priorités

Pour répondre aux défis des prochaines années, NAE structure sa feuille de route autour de cinq priorités : développer les opportunités commerciales en France et à l'international, renforcer la compétitivité industrielle, accélérer l'innovation, répondre aux besoins en compétences et accroître le rayonnement de la filière.

L'association poursuivra notamment son accompagnement des entreprises sur les sujets de cybersécurité, d'intelligence artificielle, de décarbonation, de robotisation et de sécurisation des approvisionnements. Elle prévoit également d'intensifier ses actions de recrutement, avec un objectif de 2 500 embauches par an entre 2026 et 2030, dans le cadre de l'initiative nationale «L'Aero recrute».

Cette assemblée générale a également renouvelé la gouvernance de NAE. Philippe Eudeline est reconduit à la présidence. Le bureau accueille une nouvelle vice-présidente en charge de l'emploi, de la formation et de l'orientation, Sandrine Fromentin, directrice des ressources humaines de Revima SAS.

Eure : deux PME métallurgiques discrètes mais stratégiques... jusqu'au nucléaire !

Jacques-Olivier Gasly

~3 minutes

À l'ombre des grands projets industriels comme les EPR2 de Penly, une myriade de PME normandes, à l'image de DK Service et TFS à Conches-en-Ouche, constitue un maillon invisible mais indispensable de la chaîne industrielle nucléaire. Deux pépites à la rencontre desquelles est allé Pascal Ambos, délégué Politique Industrielle au sein de la direction régionale d'EDF en Normandie.

Dans la zone industrielle des Fontenelles, à Conches-en-Ouche (27), deux entreprises peu connues du grand public – DK Service et TFS (Transformation Feuillard Service) – incarnent un savoir-faire industriel pointu. Spécialisées dans la transformation de feuillards métalliques, elles évoluent dans un segment de niche stratégique pour le ferroviaire, l'aéronautique... et, en toile de fond, la filière nucléaire.

Car les entités que sont DK Service et TFS, toutes deux créées et dirigées par Dominique Lecomte, occupent une position clé dans la chaîne industrielle : celle de sous-traitants intermédiaires, transformant la matière métallique brute en produits semi-finis autour d'une technique qu'elles sont les dernières à maîtriser : le laminage à froid !

“ Le travail des feuillards est quelque chose de très technique. On est sur des tolérances fines, des propriétés mécaniques spécifiques. Et si certains maîtrisent encore la technique du laminage à froid pour l'acier, nous sommes les seuls en Europe à le proposer sur le cuivre, le laiton ou encore l'Aluminium”, détaille le responsable de l'entreprise, également spécialisée dans le traitement de surface (étamage, argenture, cuivrage, nickelage...).

Des productions qui alimentent ensuite les équipementiers ou encore les fabricants de composants, indispensables au bon fonctionnement des différentes chaînes industrielles.

“Je vois ici une compatibilité naturelle avec la filière nucléaire. Leur savoir-faire répond directement aux exigences de celle-ci : précision des matériaux ; qualité des traitements de surface ; production de pièces spécifiques ou non standard...”, s'est ainsi félicité Pascal Ambos, délégué Politique Industrielle au sein de la direction régionale d'EDF en Normandie.

Un déplacement destiné à prendre le pouls des entreprises normandes, aux côtés des équipes des CCI de Normandie- aux origines du dispositif [CCI business](#)– pouvant prétendre à travailler aux grands enjeux énergétiques de demain, y compris lorsqu'elles se situent dans le département de l'Eure, pourtant quelque peu éloigné du chantier de Penly, et de ceux de Gravelines et du Bugey demain...

TotalEnergies et la Fondation du patrimoine unis pour le meilleur en Normandie

Philippe Dufresne

8–10 minutes

Depuis vingt ans, TotalEnergies et la Fondation du patrimoine unissent leurs compétences et leurs moyens pour sauver de nombreuses pièces du patrimoine, historique, architectural mais aussi industriel et sociétal. La Seine-Maritime et l'Eure regorgent d'exemples de cette collaboration réussie.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)



Par [Philippe Dufresne](#)

Publié: 29 Juin 2026 à 20h37 Temps de lecture: 2 min

Résumé de l'article

Résumé par IA, vérifié par la rédaction. Cet outil est en phase de test.

1. TotalEnergies et la Fondation du patrimoine célèbrent 20 ans de partenariat pour la préservation. 2. Depuis 2006, 37 projets ont été réalisés avec un investissement de plus de 4 millions d'euros. 3. Le partenariat inclut des actions économiques locales et 22 700 heures de formation. 4. Des projets notables incluent la restauration du Volcan au Havre et la Halle aux poissons d'Elbeuf.

Le 29 juin 2026, la [fondation TotalEnergies](#) et la Fondation du patrimoine célèbrent le vingtième anniversaire du partenariat qui les lie. L'évènement a lieu aux Franciscaines de Deauville et marque un engagement commun au service de la préservation et de la valorisation du patrimoine.

L'aventure a en effet commencé en 2006, la collaboration s'étant concrétisée au fil des ans par un investissement global de plus de 4 millions d'euros à travers trente-sept projets menés à leur terme. Il ne s'agit pas simplement de rendre leur jeunesse à des pierres fatiguées par le temps. L'alliance va plus loin avec une action économique locale et de l'insertion sociale, totalisant plus de 22 700 heures de formation et d'apprentissage. Si l'anniversaire se fête au couvent des Franciscaines de Deauville, dans la Calvados, la Seine-Maritime et l'Eure concentrent une belle part de ces chantiers exceptionnels.

Classés Monuments Historiques, les meubles Niemeyer étaient inutilisables en raison de leur usure.

La Seine-Maritime illustre bien la diversité des interventions concernées par ce partenariat. C'est particulièrement vrai au Havre, ville inscrite à l'Unesco, avec, par exemple, le mobilier d'Oscar Niemeyer. C'est le tout premier projet soutenu par le partenariat en Normandie, en 2006. Ouvert en 1982, [le Volcan](#) était initialement baptisé « Maison de la culture », puis Scène nationale en 1991. Son foyer était doté de ces meubles en cuir typiques de la charnière entre les années 1970 et 1980. Classés Monuments Historiques, ils étaient inutilisables en raison de leur usure. Leur restauration minutieuse, financée dans le cadre du partenariat, entre 2008 et 2013 leur a redonné une seconde vie.



Ces meubles en cuir Niemeyer sont typiques de la charnière entre les années 1970 et 1980. - DR

Restauration et réhabilitation

Toujours au Havre, Le Signal et le MuMa ont, eux aussi, bénéficié des deux fondations. Le signal, cette œuvre monumentale en béton, posée sur le parvis du [Musée d'art moderne André-Malraux \(MuMa\)](#), est signée Henri-Georges Adam. Longue de 22 mètres et pesant 220 tonnes, elle fait face à la mer... et en a subi les effets. Abîmée par les intempéries et l'érosion marine, elle a été sauvée et restituée dans son aspect d'origine, en 2011-2012.

Plus dans les terres, la Halle aux poissons d'Elbeuf-sur-Seine a été restaurée en 2021. Ce fleuron du patrimoine industriel et commercial datant de 1866 avait cessé son activité de marché couvert dans les années 1960. Sa réhabilitation a duré de 2021 à 2025. Elle accueille désormais, notamment, une salle d'exposition de 300 m². L'action du partenariat se concrétise aussi par la requalification en cours de la friche industrielle Fiducial à Rives-en-Seine.



la Halle aux poissons d'Elbeuf-sur-Seine a été restaurée en 2021. - DR

Les deux fondations impliquent dans leurs actions des chantiers d'insertion et de bénévolat. On en trouve de beaux exemples dans l'Eure, mettant l'accent sur la transition d'anciens édifices vers de nouveaux espaces culturels vivants. L'action menée au Carré Saint-Cyr, au Vaudreuil, en 2018, a fait de cette ancienne église du XVe siècle, déconsacrée en 2000, un espace culturel hybride de près de 300 m² dédié à la valorisation et à la vente des métiers d'art.

Avenir économique et humain

En 2020, la Cidrerie de Beuzeville, la première distillerie de cidre du département créée en 1833, est devenue le pôle culturel et la salle de concert du centre-bourg. Le passé est aussi restauré dans ce qu'il a de plus précieux. Ainsi, le château de Gaillon, datant de 1506, a vu ses contreforts et ses jardins bénéficier d'une restauration d'envergure en 2024.

La liste est encore longue. On y trouve, entre autres, le pont métallique ferroviaire d'Acquigny converti en voie verte piétonne en 2023, ou le château fort de Châteauneuf-sur-Epte restauré avec l'appui de chantiers solidaires de jeunes. Cette diversité des domaines et natures d'intervention illustre le carrefour créé par le partenariat liant TotalEnergies et la Fondation du patrimoine. La mémoire ouvrière, maritime et architecturale dialogue avec l'avenir, la jeunesse et

les idées, toujours en évolution. La Fondation du patrimoine et la Fondation TotalEnergies affirment que restaurer le patrimoine, c'est investir durablement dans l'avenir économique et humain de la région.

Lire aussi

[« Nous basculons du fossile à un carburant vertueux » : Notre Dame, pionnier du transport maritime écologique](#)

[Canicule au Havre, la gestion des écoles s'invite \(dans la colère\) au conseil municipal](#)

[Canicule au Havre, la gestion des écoles s'invite \(dans la colère\) au conseil municipal](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Le Havre](#) [Deauville \(Calvados\)](#) [Rives-en-Seine \(Seine-Maritime\)](#) [Elbeuf \(Seine-Maritime\)](#) [Le Vaudreuil \(Eure\)](#) [Beuzeville \(Eure\)](#) [Gaillon \(Eure\)](#) [Acquigny \(Eure\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)



[« Nous basculons du fossile à un carburant vertueux » : Notre Dame, pionnier du transport maritime écologique](#)



Quels sont les premiers effets sur le paysage de la connexion de la Saône à la mer à Quiberville ?

Loïc Potier

7-9 minutes

Depuis la mise en service de la connexion du fleuve côtier de la Saône à mer, le paysage dans la vallée retrouve son aspect estuaire comme il était au XVII^e siècle. La faune et la flore vont reprendre possession des lieux.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)



Par [Loïc Potier](#)

Publié: 29 Juin 2026 à 19h31 Temps de lecture: 2 min

Au fil des minutes lors de la marée montante, la mer s'enfonce dans la vallée de la Saône entre Quiberville et Sainte-Marguerite-sur-Mer. C'est le résultat visible de la transformation du paysage à la suite de la connexion réalisée entre la rivière et la mer afin de s'adapter au rehaussement du niveau de la mer. Le Dieppois Stéphane Costa, universitaire à Rouen est chercheur spécialisé dans les effets constatés sur le littoral à cause du réchauffement climatique. « *Je suis les évolutions depuis 1991 et si l'on fait une projection d'ici une vingtaine d'années, nous vivrons à Dieppe, un climat plus proche de la région nantaise. [Il fallait agir à Quiberville afin de s'adapter à la fois aux inondations](#) pouvant venir de la mer d'un côté et des crues soudaines du fleuve côtier de l'autre côté. »*



Laurent Topin explique la transformation du paysage de l'ancien camping de Quiberville. - Photo LP/Paris Normandie



Des îlots ont été créés afin d'accueillir des oiseaux migrateurs sur le site. - Photo LP/Paris Normandie



Des entiers ont été aménagés pouvant supporter des coefficients de marée supérieurs à 120 - Photo LP/Paris Normandie



La Basse vallée de la Saône va retrouver son aspect originel d'ici deux ans environ. - Photo LP/Paris Normandie

« Au lieu de lutter contre les éléments, il faut s'adapter »

Stéphane Costa, Chercheur à l'université de Caen





Stéphane Costa Photo archives PN

Le projet était lancé à la suite [des inondations totales du camping municipal durant les années 1990](#) et celle notamment de la tempête de 1999 où les caravanes flottaient dans une eau qui était montée à 1 m80. « *Les effets du réchauffement climatique sont indéniables* », poursuit l'universitaire. « *Ce qui se passait à Quiberville depuis de longues années, je donnerai l'image d'un enfant qui a construit son château de sable trop près de la mer et quand la marée monte, il peut creuser des tranchées ou élever des digues, le château finit par disparaître sous les flots. Au lieu de lutter contre la nature, il fallait s'adapter. Tout était à faire. Les réglementations étaient incomplètes et même inexistantes. Nous avons même réalisé des innovations techniques qui pourront servir d'exemples pour d'autres programmes de même type à travers la France et même l'Europe.* » [À Quiberville, c'est un camping de 4,5 hectares qui a été déménagé](#) sur l'un des versants de la vallée à 700 mètres de là. En Angleterre, c'est un terrain de cricket en bord de mer qui subit le même sort.

La salicorne pousse

Que reste-t-il de l'ancien camping de Quiberville ? Il n'y a plus rien, si ce n'est un espace ressemblant à un marécage survolé par les goélands. La nature va reprendre progressivement ses droits comme l'explique Laurent Topin, directeur du syndicat mixte des bassins-versants Saône Vienne et Scie. « *Le lit du fleuve côtier est maintenant constitué de méandres et se jette ans la mer en passant sous un petit pont construit sur la jetée du front de mer. Le paysage va se modifier au fil des mois avec la fin des pâturages existants. Ce sont des salicornes qui vont prendre la place car elle pousse avec une eau salée. Il faut attendre entre 18 et 24 mois pour que la surface des lieux ressemble à l'estuaire qui était là au XVIIe siècle.* » À ce jour, de premières taches vertes apparaissent dans le paysage.

Un site adapté aux fortes marées

La faune va également revenir sur les lieux. « *Les poissons comme la truite de mer ou les anguilles vont faire leur retour. Il y aura peut-être des saumons aussi qui vont venir frayer. Nous avons aussi aménagé des îlots afin de permettre aux oiseaux marins de nicher loin des hommes. En résumé, le paysage deviendra similaire à celui que l'on peut trouver dans les estuaires de la Somme ou de l'Authie (Pas-de-Calais). Ce ne sera pas le Mont-Saint-Michel, même si l'eau de mer va envahir les lieux à marées montantes.* » des remblais ont été aménagés afin de protéger les habitations voisines. Elles semblent efficaces. L'hiver dernier alors que les travaux n'étaient

pas entièrement fini, une crue de la Saône conjuguée à un fort coefficient de marée avait entraîné l'inondation des courts de tennis et des habitations situées à proximité. Le problème a été résolu et à ce jour, aucun fait n'est remonté jusqu'au maire de la commune. « *Ces remblais sont conçus pour résister à un coefficient séculaire de 120 et plus. C'est aussi la même chose pour les crues de la Saône.* » Si pour l'instant, le paysage de la basse vallée est un peu triste, cela va changer rapidement. « *Il va même y avoir un attrait touristique de la zone* », termine Laurent Topin.

Lire aussi



[Près de Dieppe, un cycliste grièvement blessé dans un accident de la route](#)



[Basket : le club de Dieppe va changer de nom et repartir à l'échelon départemental](#)



Estuaire de la Seine. Des camions électriques pour transporter nos déchets : quel bilan, après un an ?

Célia Caradec

3-4 minutes

Des camions électriques pour transporter nos poubelles : voilà un an, depuis juin 2025, que le Syndicat d'élimination et de valorisation énergétique des déchets de l'Estuaire (Sevede) a opté pour cette solution, moins émettrice de CO₂. Cela concerne les déchets non recyclables (ordures ménagères résiduelles, incinérables de déchetteries...) de 480 000 habitants, répartis dans huit intercommunalités du pays de Caux et de l'estuaire de la Seine*.

130 000 litres de gasoil économisés

Ces camions électriques sont venus remplacer notamment des barges fluviales propulsées au gasoil. *"On avait des doutes sur l'autonomie, au départ, mais le transport électrique est très adapté : les déchets partent toujours du même point et arrivent toujours au même point, c'est donc facile de calibrer les flux"*, note Hervé Lelièvre, directeur général du syndicat mixte. Les rotations s'effectuent entre les centres de transfert du Havre, d'Yvetot, de Fécamp et de Touques, près de Deauville - où arrivent nos déchets non recyclables une fois collectés - et l'usine du Sevede, sur la zone industrielle de Port-Jérôme.

Au bout d'un an d'utilisation, le bilan est positif, selon Hervé Lelièvre. Outre les 450 tonnes de CO₂ économisées et les 130 000 litres de gasoil non consommés, l'intérêt est aussi financier : *"Sur la partie transport, on est passés d'environ 30€ la tonne par la voie fluviale à 20€ la tonne par la route, avec zéro émission. Il n'y a pas photo !" estime le directeur. Au total, en incluant l'exploitation et l'amortissement, le Sevede évalue l'économie à près d'1,5 million d'euros par an.*

Un avantage concurrentiel

Deux transporteurs, Ourry et Brangeon, se partagent ce marché et ont investi respectivement 4 et 3 millions d'euros pour l'achat de ces poids lourds, trois fois plus chers que les thermiques.

"L'investissement est plus important, mais quand on le lisse dans le temps, avec les économies de carburant, on s'y retrouve. Et c'est un vrai avantage concurrentiel, il y a clairement une demande", analyse Guillaume Dragon, responsable d'agence de la société Ourry.

Pour les chauffeurs routiers, c'est aussi un gain en confort. *"C'est hyper silencieux, quand vous n'avez pas l'habitude vous vous demandez si le camion a démarré !" sourit l'un d'eux, Jonathan Fell. Quant à l'autonomie, annoncée à 350km, "elle est plutôt autour de 250km, tout dépend du poids que vous transportez, de la température extérieure, etc."*, note Maxime Delalonde, directeur des opérations chez Brangeon. Le transporteur a équipé son site de Saint-Maclou de superchargeurs, qui permettent de regagner 1% par minute. *"Il a fallu se réinventer, mais c'est une preuve qu'on peut cumuler électrique et exigence opérationnelle."*

Réchauffement climatique. La reproduction de coquilles Saint-Jacques à surveiller en Baie de Seine

Léa Sombret

3-4 minutes

La coquille Saint-Jacques prolifère dans les eaux normandes. Plus de 100 000 tonnes se trouveraient en Baie de Seine, d'après l'Institut Ifremer. Une croissance spectaculaire du secteur à surveiller, à l'aune du réchauffement climatique.

De mémoire de marin, la coquille Saint-Jacques ne s'est jamais aussi bien portée en Baie de Seine. Plus de 100 000 tonnes de coquilles Saint-Jacques y prolifèrent. C'est cinq fois plus que ce qui est prélevé d'ordinaire.

Les pêcheurs auraient multiplié par 100 leur rendement.

[Chaque année, un quart de la Baie de Seine est sanctuarisée. • © E.PP / France Télévisions](#)

Depuis 50 ans, les scientifiques de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer surveillent ce précieux gisement.

Des mesures de gestion ont permis de le multiplier par 20 en 20 ans. Depuis des années, les pêcheurs normands s'imposent des règles strictes pour ne pas épuiser le filon, comme l'instauration de jachères. Chaque année, un quart de la Baie de Seine est sanctuarisé.

[En décembre dernier, la pêcherie de coquilles Saint-Jacques de la Baie de Seine a d'ailleurs reçu la certification "Pêche durable" du Marine Stewardship Council \(MSC\). • © E.PP / France Télévisions](#)

En décembre dernier, la pêcherie de coquilles Saint-Jacques de la Baie de Seine a d'ailleurs reçu la certification "Pêche durable" du *Marine Stewardship Council* (MSC).

Le gisement de la Baie de Seine est aujourd'hui le plus prolifique en Europe. Mais, le réchauffement climatique inquiète les chercheurs quant à l'avenir de cette pêche.

"La température moyenne de la Manche a augmenté d'un degré et demi, depuis 30 ans", explique Eric Foucher, biologiste chercheur à Ifremer. Il précise que sa reproduction est déjà touchée par le réchauffement climatique, intervenant de plus en plus tôt dans l'année, passant du mois de mai au mois de mars. Les coquilles deviennent également plus petites, au fil des années.

[La situation actuellement favorable de la population de coquilles Saint-Jacques est le fruit de mesures de gestion mises en place. • © E.PP / France Télévisions](#)

"Alors que la biomasse exploitable atteint aujourd'hui des niveaux élevés, l'Ifremer rappelle l'importance de maintenir cette vigilance face aux variations naturelles des populations et aux effets du changement climatique", précise l'institut Ifremer dans un communiqué. Des contrôles scientifiques seront réalisés, la semaine prochaine, à bord d'un navire océanographique.

Poissons, crustacés, algues : une hécatombe dans les centrales nucléaires comme Penly ?

Véronique Baud

4-6 minutes

Malgré une surveillance, les centrales nucléaires comme Penly et Paluel sont des aspirateurs à organismes marins. Plus de 2 milliards de spécimens seraient piégés en un an selon Sortir du Nucléaire.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)





L'EPR 2 à Penly est un des grands projets du nucléaire en Normandie. - archives Paris Normandie / FRANCK WEBER



Par [Véronique Baud](#)

Publié: 29 Juin 2026 à 15h54 Temps de lecture: 1 min

On les appelle les « colmatants ». Un nom plutôt barbare, pour définir ce qui se passe quand une vague d'organismes marins pénètre un réacteur nucléaire lors des manœuvres d'exploitation. Ce serait une des causes récurrentes d'arrêt. Car le système de refroidissement via le circuit d'eau de mer peut alors être « colmaté », c'est-à-dire bouché.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Ce type d'incident aboutirait à faire des milliards de victimes, poissons, crustacés et algues, aspirés dans les systèmes de refroidissement des réacteurs chaque année [à Penly](#) ou Paluel. En se basant sur 38 documents internes à EDF, [le réseau Sortir du Nucléaire](#) vient de sortir un rapport qui tire la sonnette d'alarme sur cette question à l'échelle du territoire.

Passer la vitesse supérieure

Une centaine d'espèces seraient concernées comme les crevettes grises ou les anchois, et en particulier les spécimens les plus juvéniles. Asphyxie, choc mécanique, le piège se referme sur les organismes marins, sans qu'ils ne puissent trouver une porte de sortie.

EDF a mis en place des systèmes de surveillance, avec notamment des capteurs acoustiques, que Sortir du Nucléaire juge insuffisants. Dans la perspective [du futur EPR 2](#), un nouveau dispositif expérimental est prévu par lavage à basse pression associé à un système de renvoi pour le retour vers le milieu naturel via une conduite.

Sortir du Nucléaire réclame de passer la vitesse supérieure, avec une surveillance effective et annuelle à ajouter aux rapports environnementaux. L'association réclame aussi « *un plan d'action pour la mise en place des meilleures techniques disponibles pour la réduction des piégeages sur les centrales existantes et les futurs projets.* »

« On n'a aucune information »

Le président du Comité régional des pêches, [Dimitri Rogoff](#), se souvient d'un épisode assez ancien de « *pompes obstruées par des alevins [où les pêcheurs](#) avaient été alertés pour qu'on effarouche, ce qui était un peu risible, mais je m'étais inquiété à l'époque de savoir ce qui se*

passait. Et puis je n'ai plus entendu parler de rien. »

Il ajoute prendre tout de même la question au sérieux. « *Est-ce un épiphénomène, ou est-ce récurrent ? On n'a aucune information, mais le pouvoir de porter plainte quand la ressource est détruite. C'est vrai qu'on a beaucoup travaillé sur les éoliennes, et que notre pôle environnement pourrait se saisir du sujet. »*

Lire aussi



« Nous basculons du fossile à un carburant vertueux » : Notre Dame, pionnier du transport maritime écologique



Coups et morsures... En Normandie, trois cyclistes du même club violemment agressés par un automobiliste



200 policiers et gendarmes à Lillebonne : une quinzaine de personnes interpellées dans une vaste opération ant

Manon Loubet

~2 minutes

Lundi 29 juin 2026, 200 policiers et gendarmes ont été mobilisés tôt le matin dans le quartier de Clairval à Lillebonne (Seine-Maritime) dans le cadre d'une vaste opération anti-drogue. Une quinzaine de personnes ont été interpellées.

Une opération de grande ampleur a été coordonnée très tôt, lundi 29 juin 2026, au matin, par les enquêteurs de Bolbec et Lillebonne.

Environ 200 policiers, gendarmes, brigades cynophiles du Havre et de Caen, soutenus par les CRS et la police municipale intercommunale (PMI) sont intervenus dans le quartier de Clairval à Lillebonne, indique une source policière, confirmant une information du [Courrier Cauchois](#).

La police travaillait depuis six mois sur ce trafic de drogue qui a abouti à la vaste opération diligentée ce lundi. Cette enquête a été déclenchée à partir de renseignements sur ce trafic, très visible de la population et de l'extérieur. Un trafic qui arrosait Lillebonne et sa périphérie, toujours selon une source policière.

Une quinzaine de personnes impliquées de près ou de loin ont été interpellées. Plusieurs d'entre elles ont été placées en garde à vue. Diverses drogues ont été saisies lors de l'opération.

La procureure de la République du Havre communiquera plus amplement sur cette affaire, mardi 30 juin 2026.

Avec Virginie Veiss

14-Juillet : un des plus beaux feux d'artifice de la région de Rouen est annulé (et ce ne sera sûrement pas le seul)

Julien Bouteiller

2-3 minutes

Dans l'agglomération de Rouen, la commune d'Oissel annonce, ce lundi 29 juin 2026, l'annulation de son traditionnel et très apprécié feu d'artifice du 14-Juillet. Explications.

Sur le même thème

[Canicule](#)

[Feu d'artifice](#)



Le feu d'artifice du 14-Juillet d'Oissel, près de Rouen, n'aura pas lieu en 2026. (©Didier Baligout/ photo transmise par la Ville d'Oissel)

Par [Julien Bouteiller](#) Publié le 29 juin 2026 à 13h46

Une nouvelle qui va faire beaucoup de déçus. Cette année, le traditionnel [feu d'artifice du 14-Juillet de la ville d'Oissel](#), près de Rouen, **n'aura pas lieu**. Prévu pour le soir du 13 juillet 2026, il tombe **sous le coup d'un arrêté préfectoral**.

Pas de feu d'artifice du 14-Juillet à Oissel

Dans un communiqué publié ce lundi 29 juin, la commune explique que « cette année, en raison d'une décision de la préfecture qui interdit tout feu d'artifice du 15 juin au 15 septembre **à moins**

de 200 mètres d'une zone boisée, nous sommes au regret de vous annoncer l'annulation du feu d'artifice du 13 juillet ».

Aucun autre lieu situé sur la commune ne pouvant offrir de bonnes conditions pour l'accueil et la sécurité du public.

Au regard de cet arrêté, **d'autres feux d'artifice** devraient probablement connaître eux aussi une annulation.

Un véritable crève-cœur pour les amateurs de pyrotechnie, le spectacle d'Oissel étant particulièrement réputé, depuis près de 50 ans. « Entre **10 000 et 15 000 personnes** se rassemblent chaque année dans le parc du château de la Marquise, pour assister à l'un des plus beaux feux d'artifice de la Région », rappelle la mairie dans son communiqué. La municipalité réfléchit d'ores et déjà à **une « manifestation alternative »** pour la fête nationale.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Un incendie se déclare dans le centre de rétention administrative de Oissel : ce que l'on sait

Yann Rivallan

2-3 minutes

Deux retenus du centre de rétention administrative de Oissel ont été placés en garde à vue après un incendie dans la nuit du 28 au 29 juin 2026. Voici ce que l'on sait.

Sur le même thème

[Immigration](#)

[Incendie](#)

[Police](#)



Dans la nuit du dimanche 28 au lundi 29 juin 2026, un incendie s'est produit au CRA de Oissel. Deux retenus ont été placés en garde à vue. (©76actu/Archives)

Par [Yann Rivallan](#) Publié le 29 juin 2026 à 15h41

Il est grandement décrié. Aussi bien pour [ses conditions d'hébergements](#) des retenus que pour les conditions de travail des policiers. Le **centre de rétention administrative** de [Oissel](#), souvent abrégé « CRA de Oissel », a été le théâtre d'un **incendie**, dans la nuit du dimanche 28 au lundi 29 juin 2026. Une information relayée dans un premier temps par [nos confrères de France 3 Normandie](#), que 76actu a pu se faire confirmer.

Après l'incendie du CRA, deux retenus en garde à vue

On sait encore peu de choses des circonstances de cet incendie. Mais d'après une source policière, **deux retenus du CRA** ont été placés en garde à vue. Ils sont suspectés d'être à l'origine du départ de feu. Selon nos confrères, l'incendie serait parti d'un matelas. Il s'est produit dans la « zone réservée aux hommes » du centre. On ne connaît pas l'étendue des dégâts.

En plus des deux personnes placées en garde à vue, trois autres ont **été intoxiquées**, selon notre source. Pas de précisions, en revanche, sur l'identité de ces personnes. On ne sait pas, pour l'heure, s'il s'agit de policiers ou d'autres retenus du centre.

Souvent victime de dégradations, le CRA de Oissel avait fait parler de lui en avril 2025 après [un début de mutinerie](#) de plusieurs retenus.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Normandie : le new deal des chambres d'agriculture annoncé par leur président

Philippe Dufresne

7-9 minutes

Un an après son élection, la nouvelle équipe de la chambre régionale d'agriculture dévoile son projet stratégique. Chaque agriculteur normand aura un référent dédié à l'accompagnement financier et au développement de projets, en plus du classique accompagnement technique.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)





Pour le président des chambres d'agriculture de Normandie, il est urgent d'aider les exploitants dans l'approche globale des projets. - Paris Normandie



Par [Philippe Dufresne](#)

Publié: 29 Juin 2026 à 17h32 Temps de lecture: 3 min

Résumé de l'article

Résumé par IA, vérifié par la rédaction. Cet outil est en phase de test.

La chambre régionale d'agriculture de Normandie dévoile son projet stratégique. Chaque agriculteur normand aura un référent pour l'accompagnement financier et projet. Les chambres d'agriculture visent à sécuriser les projets face au changement climatique. Elles veulent fédérer les acteurs pour faciliter l'installation des entreprises agricoles.

Les équipes des chambres d'agriculture de Normandie ont été élues il y a un peu plus d'un an. Leur président, Sébastien Windsor (qui est aussi le président national des chambres d'agriculture), annonce plusieurs évolutions importantes dans ce début de mandature. Elles répondent à une situation inquiétante.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Souveraineté et fracture avec les consommateurs

« La souveraineté alimentaire a dévié comme jamais. La balance agroalimentaire est à zéro. On n'avait plus connu cela depuis 1978. Concrètement, [cela signifie que l'on importe beaucoup plus de poulets par exemple](#), ou de fruits et légumes. La balance pour le lait est à zéro, on n'exporte presque rien », déplore Sébastien Windsor.

En parallèle, on observe un décalage complet entre l'attente des consommateurs et une montée en gamme voulue à une époque. *« Depuis environ quatre ans, le pouvoir d'achat des Français chute. Donc, on constate une baisse dans la gamme des produits demandés au profit de produits d'entrée de gamme »,* poursuit le président. En clair, les Français, avec des moyens financiers plus faibles, [consomment moins de bio, d'AOC...](#) Tout cela entraîne des difficultés importantes pour les trésoreries mais aussi la planification des productions.

(Nous devons fédérer les acteurs, bien au-delà des enjeux de protection des ressources en eau

Sébastien Windsor, Président des Chambres d'agriculture de Normandie

Trois enjeux majeurs

Pour le président des chambres d'agriculture normandes, il est temps d'optimiser l'existant. Cela passe par une réponse immédiate aux changements climatiques et sociétaux, mais aussi par une nouvelle façon de s'organiser, en interne mais aussi dans son relationnel avec les autres acteurs de l'agriculture.

Changement climatique : dans ce contexte tendu, les chambres normandes se donnent trois axes d'action importants. « *Le premier levier est de sécuriser les projets des agriculteurs, notamment en les accompagnant autour de l'impact du changement climatique.* » Il faut envisager de développer de nouvelles productions ou d'adapter les équipements. Sébastien Windsor pense, par exemple, aux patates douces ou à des bâtiments d'élevage de volailles équipés contre les coups de chaleur. La région va aider financièrement. Les chambres attendent de l'État [une meilleure acceptabilité des dossiers et des permis de construire.](#)

Fédérer les acteurs : le deuxième levier d'action concerne les acteurs des territoires. Le président veut que les entreprises de transformation des productions agricoles puissent plus facilement s'installer pour favoriser les filières courtes. Cela passe aussi par un meilleur recrutement des compétences. « *Nous devons fédérer les acteurs, bien au-delà des enjeux de protection des ressources en eau.* »

Référent : les chambres départementales offrent un accompagnement technique et administratif aux agriculteurs. Il faut désormais aller plus loin. « *Elles doivent être un acteur central, y compris sur les enjeux environnementaux. Elles ont un rôle de facilitateur. On veut un conseiller référent pour chaque exploitant. On continue à assurer l'accompagnement technique et administratif, mais nous allons aussi apporter un conseil plus global concernant les finances, l'aspect sociétal, environnemental... Pour bien formaliser son projet. L'idée centrale est une prise de recul pour une approche globale et un développement des projets avec les organisations professionnelles agricoles* », détaille Sébastien Windsor.

Lire aussi



[Accusé de harcèlement, le maire de Canteleu « regrette que la situation ait pris une telle ampleur »](#)



"Un projet absurde" : élus et associations écologistes expriment leur opposition au projet DÉZIR

6-8 minutes

Plusieurs manifestants se sont rassemblés devant le pavillon des Transitions en marge du Conseil de la métropole de Rouen © Radio France - Emmanuel Grabey

Diffusé le mardi 30 juin 2026 à 7:31

Publié le mardi 30 juin 2026 à 7:31

Les élus écologistes ont fait part lundi 29 juin de leur opposition au projet DEZIR, un projet d'usine de production de carburant décarboné pour l'aviation, qui doit voir le jour à Petit-Couronne. Ils ont reçu l'appui de plusieurs manifestants, en marge du Conseil métropolitain.

Une quinzaine de personnes ont manifesté lundi 29 juin 2026 devant le pavillon des Transitions, à Rouen, où se tenait le Conseil métropolitain. Ils voulaient faire entendre leur opposition au projet DEZIR, un projet d'usine de fabrication de carburant de synthèse pour l'aviation porté par l'entreprise [Verso Energy](#), qui doit voir le jour à Petit-Couronne. Le Conseil métropolitain devait **voter une délibération** pour lancer une concertation sur une modification du PLUi (plan local d'urbanisme intercommunal), visant à permettre l'installation de l'usine DEZIR à Petit-Couronne.

250 emplois à la clef

L'usine, qui doit s'implanter sur le site jadis convoité par Amazon, doit produire du kérosène pour les avions grâce à de l'hydrogène obtenu avec de l'eau qui a subi un processus chimique par électrolyse, et à du CO2 issu de l'usine BEA d'Alizay. Pour le porteur du projet, Verso Energy, c'est un moyen de **produire du carburant sans pétrole**. C'est le principal levier, dit-il, pour décarboner le transport aérien. L'objectif, c'est de lancer la construction de l'usine en 2027 pour une mise en service en 2030. À la clef : 250 emplois directs et indirects.

Et si Verso Energy a choisi Rouen, c'est pour sa position stratégique sur l'axe Seine, entre Le Havre et Paris, pour son savoir-faire industriel et pour les **infrastructures électriques de grandes capacités** dont dispose la zone industrielle. Car pour fonctionner et produire 80.000 tonnes de carburant synthétique par an, l'usine aura besoin de trois térawattheures d'électricité. *"En France, nous sommes dans une situation de surcapacité en électricité, ce qui pose d'ailleurs un certain nombre de problèmes"*, veut croire le directeur général de Verso Energy Antoine Huard.

"La France exporte aujourd'hui un quart de sa production d'électricité, souvent à des prix très bas, voire des prix négatifs. Trois térawattheures d'électricité, c'est 3 % de ce que nous avons exporté l'année dernière. Il est préférable que cette électricité serve à produire du carburant chez nous, plutôt qu'à être exportée à prix très faible à nos voisins, tout en continuant à importer du carburant fossile."

La capacité électrique de la France insuffisante ?

Mais pour le co-président du groupe écologiste au Conseil de la Métropole, Cyrille Moreau, l'excédent actuel de la production électrique française sera **vite absorbé et dépassé** par l'électrification des usages. *"Juste pour les carburants d'aviation, pour respecter les règles de l'Europe à horizon 2050, il faudrait 21 réacteurs EPR 2. Mais le problème, c'est que l'État a promis d'en construire six. Pas 21. Et puis il faut financer tous les autres usages : voitures électriques, industries électriques, data-centers... Donc qu'est-ce qu'il va se passer ? On va créer des pénuries d'électricité."*

"Et qu'est-ce qui se passe quand il y a pénurie d'électricité ? Il y a augmentation du prix de l'électricité. Mais ce n'est pas tout. Il faut énormément d'eau pour faire fonctionner ces usines. Or, de l'eau, on en manque déjà. Donc on va demander à nos concitoyens de faire des efforts supplémentaires ? Aux agriculteurs de faire des efforts supplémentaires pour pouvoir financer ce type de process ? Sans compter l'argent public investi. Verso Energy a déjà reçu 54 millions d'euros d'aides publiques. C'est de l'argent qui aurait pu permettre de financer la rénovation thermique d'une cinquantaine d'écoles. Voilà pourquoi nous sommes contre ce projet absurde."

- [Rouen](#)
- [Petit-Couronne](#)
- [ICI Normandie \(Seine-Maritime - Eure\)](#)

Tous les vendredis, recevez le meilleur de la semaine d'ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure) : certifié 100% local !

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Écoutez d'autres épisodes de l'émission

[Passer la section](#)

On revient sur l'incendie impressionnant de ce bateau de croisière à Honfleur

Le 30/06/2026

Des bâtiments en surchauffe, des cours sans ombre, pas de matériel de rafraîchissement : la semaine de canicule a été très éprouvante fin juin dans les écoles. Les professeurs sont furieux du manque d'anticipation des pouvoirs publics et réclament des consignes claires pour les prochains épisodes.

Le 29/06/2026

Reportage avec des habitants du Havre qui ont suivi un stage pour bien s'alimenter.

Prendre soin de sa santé... De soi... Ca passe aussi par bien manger... La philosophie du Pôle Simone Veil du Havre. Il y a quelques semaines... Il a proposé des animations gratuites, pour apprendre les bons réflexes, notamment dans nos assiettes...

« Catastrophique sur le plan écologique » : à Rouen, ils s'opposent au projet d'usine de carburant durable

Cécile Frangne

5-6 minutes

Plusieurs collectifs écologistes ont manifesté, lundi 29 juin 2026, en amont du conseil métropolitain, contre le projet d'usine de carburant durable porté par Verso Energy à Petit-Couronne.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)





Une dizaine de militants a déployé une banderole devant le Pavillon des transitions. - Photo Paris Normandie



Par [Cécile Frangne](#)

Publié: 29 Juin 2026 à 19h10 Temps de lecture: 1 min

« *L'avion vert n'existe toujours pas* » : la banderole déployée par les membres du collectif RéPIE – Résistances aux projets suicidaires et écocidaires – devant le Pavillon des transitions en amont du conseil métropolitain affiche la couleur.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Lundi 29 juin 2026, les élus de la Métropole Rouen Normandie se prononçaient sur plusieurs délibérations devant ouvrir la voie à la modification du PLUi à Petit-Couronne, et ainsi à la réalisation du projet DEZiR.

« Catastrophique sur le plan écologique »

Porté par l'entreprise Verso Energy, il prévoit l'implantation pour 1,3 milliard d'euros d'une [usine de production de carburant de synthèse](#) (e-SAF) pour l'aviation sur l'ancienne friche Petroplus, produit à partir du CO2 de la papeterie BEA d'Alizay.

« *Un acronyme fumeux dont le but assumé est de multiplier par deux le trafic aérien d'ici à 2050* », dénonce Laura Thieblemont, résidente des Amis de la Terre Normandie et membre de RéPIE – anciennement stop Amazon. Le projet industriel, « *catastrophique sur le plan écologique* » et « *hasardeux sur le plan salarial* » en est encore au stade « *des levées de fonds* ».

Porté par un « proche de Zemmour »

« *Des millions d'euros de fonds et de subventions* » levés par le président de Verso Energy, Xavier Caïtucoli, « *un très proche d'Éric Zemmour, l'un des fondateurs de l'extrême-droite identitaire française* », poursuit la militante écologiste, qui appelle les élus métropolitains « *à la responsabilité* ».

« *Autant d'argent public qu'on ne mettra pas dans le train et la transition écologique* », abonde Philippe Vue, président de l'association Bouillons Terres d'Avenir, présent en soutien. « *Et autant de terres qui vont être consommées pour un projet qui détruit la planète en faisant semblant d'être vertueux.* »

Lire aussi



Un projet de résidence étudiante... puis plus rien : pourquoi ce bâtiment est toujours à l'abandon à Rouen ?

Mathieu Charré

4-5 minutes

Au 25-27 boulevard des Belges, un bâtiment est laissé à l'abandon depuis de nombreuses années, après un projet de résidence étudiante avorté. Que devient-il ? On fait le point.

Sur le même thème

[Logements sociaux](#)

Article réservé aux abonnés



Au 25-27 boulevard des Belges, ce bâtiment est à l'abandon depuis plusieurs années.
(©MC/76actu)

Par [Mathieu Charré](#) Publié le 29 juin 2026 à 7h02

Si vous passez **boulevard des Belges** à [Rouen](#), le matin en chemin vers le travail ou l'université, vous avez dû le remarquer. Au n°25-27, à l'angle avec la rue Duguay Trouin, à deux pas de l'arrêt Belges du T4, **un bâtiment gris clair**, sur quatre étages, semble **laissé à l'abandon**. Il a pourtant fait l'objet de projets par le passé, aujourd'hui abandonnés.

Un projet de résidence étudiante prévu pour 2023

Comment est-on arrivé à ces fenêtres couvertes de planches et de tags colorés ? Le bâtiment est géré par **Quevilly Habitat**, un bailleur social faisant partie du Groupe Rouen Métropole Habitat, qui opère sur 24 communes et gère plus de 23 000 logements.

Sur l'une des façades du bâtiment, celle donnant rue Duguay Trouin, un permis de construire daté de février 2020 informe qu'un **projet de résidence étudiante** était prévu à cet emplacement. À côté, un permis de détruire, pour la « démolition totale » de l'immeuble, date de novembre 2019. Le projet de résidence, confié au cabinet d'architectes CBA, devait voir le jour en 2023.



Un projet de résidence étudiante devait voir le jour en 2023. (©MC/76actu)

Contacté, CBA a confirmé son implication passée dans le projet... qui a été **abandonné** « suite à la décision du maître d'ouvrage », à savoir Quevilly Habitat. Ni le bailleur ni le Crous, relancés à plusieurs reprises, n'ont souhaité apporter de précisions sur les raisons de cet abandon.

Plus généralement, Quevilly Habitat a longtemps refusé de répondre à nos questions, précisant qu'un projet « devant encore faire l'objet d'échanges avec la Ville de Rouen » était bien en cours, mais qu'il ne s'agissait pas d'une résidence étudiante.

Un projet de logements sociaux finalement retenu

C'est finalement la Ville de Rouen, par la voix de Fatima El Khili, adjointe à l'Urbanisme et au logement, qui nous a renseignés sur l'avenir de ce bâtiment : **des logements sociaux**. « Un autre projet était difficilement envisageable, avec les contraintes réglementaires et les usages possibles, notamment le stationnement », précise l'élue. Qui rajoute que la Ville ne peut que délivrer le permis, le reste étant ensuite entre les mains du bailleur social.

Une fois les échanges avec la mairie passés, Quevilly Habitat a toujours refusé de communiquer sur l'avenir du 25-27 boulevard des Belges, nous renvoyant vers la Ville pour plus d'informations. Ce projet sera-t-il le bon ? Verra-t-il le jour, et si oui quand ? En attendant des réponses, les planches obstruent toujours à la vue des Rouennais l'intérieur de ce bâtiment abandonné.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Comment la Ville de Rouen va relancer sa lutte contre les dépôts sauvages de déchets ?

Jérémy Chatet

~2 minutes

La Ville de Rouen, comme les communes alentour, est confrontée à la prolifération de [dépôts sauvages](#) de déchets, obstruant et polluant la voie publique.

L'an dernier, plus de 800 procès-verbaux ont été dressés par la Brigade Environnement Propreté. Or, cette verbalisation ne peut se faire que si le ou les auteurs sont identifiables, via leur adresse postale.

Caméra mobile

Ce n'est pas le cas pour certains dépôts de déchets - souvent des encombrants - laissés par des gros véhicules. C'est pour identifier ces derniers que la Ville va se doter d'un nouvel outil, une caméra mobile, mise à disposition à titre expérimental par la Métropole de Rouen pour une durée de six mois renouvelables.

Cette caméra permettra de réaliser des prises d'images des plaques d'immatriculation des véhicules déposant des déchets sur la voie publique.

Les images, visibles par un agent assermenté, ne seront pas conservées. Les élus ont acté son utilisation lors du conseil municipal du 25 juin 2026.

1 500 euros d'amende

À Rouen, elle sera active sur un site en particulier, au niveau d'un parking avenue de la Grand Mare. « *Les artisans viennent y déposer leurs déchets, il y en a marre* », déplore Stéphane Martot, adjoint en charge des quartiers Est.

Le dispositif de la Métropole est utilisé depuis 2024 par une autre commune de la Métropole, [Sotteville-lès-Rouen](#). Les auteurs de dépôts sauvages risquent 135 euros d'amende, et jusqu'à 1500 euros si un véhicule a été utilisé pour transporter les déchets.

Canicule au Havre, la gestion des écoles s'invite (dans la colère) au conseil municipal

Romain Huynh

8-10 minutes

Au lendemain d'une semaine particulièrement éprouvante du fait des températures exceptionnellement élevées, le conseil municipal a été interpellé par des parents d'élèves au sujet d'une gestion des écoles jugée défailante.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)





De nombreux Havrais sont venus interpellier le conseil municipal sur sa gestion des équipements public, et plus singulièrement des écoles, pendant la canicule. - Romain Huynh/Paris Normandie



Par [Romain Huynh](#)

Publié: 30 Juin 2026 à 08h02 Temps de lecture: 3 min

Les rangs du public étaient plus que remplis, dans la salle du conseil municipal de l'hôtel de ville du [Havre](#), lundi 29 juin 2026. Après une semaine caniculaire, nombreux sont les Havrais à s'être déplacés pour interpellier le conseil municipal, et plus spécifiquement le maire, au sujet des dispositions prises par la collectivité.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

À la faveur d'une suspension de séance demandée par le groupe d'opposition de gauche, plusieurs parents d'élève prennent la parole. Il en ressort, d'abord, des chiffres alarmants : « 32°C dans le dortoir des petites sections », « des relevés à 38°C effectués dans certaines classes ». Et un sentiment, partagé, d'abandon. « Nous attendions des mesures d'urgence : ventilateurs, brumisateurs... les parents ont dû se substituer à la puissance publique », estime une mère. S'y substituer, au point d'apporter eux-mêmes du matériel pour faire baisser – un peu – la température.

« Nous attendons de la municipalité des actes à la hauteur des défis qui se présentent à nous. »

Du « bricolage individuel »

En marge du conseil municipal, une enseignante témoigne : « Les parents ont reçu un mail de la mairie, le lundi 22 juin, directement dans leur boîte, alors que d'habitude cela passe par l'école. On les assurait que la mairie allait prendre les mesures nécessaires. Le lendemain, nous avons une carafe par classe, rien de plus. Alors, les parents ont acheté et appliqué, eux-mêmes, du blanc de Meudon sur les fenêtres. »

Nombreux sont ceux qui estiment qu'il aurait fallu fermer les écoles. « On est très en colère d'avoir été complètement abandonnés, d'avoir dû faire du bricolage individuel alors que la réponse doit être collective, affirme une mère dans le public. La culpabilité de mettre un enfant à l'école parce qu'on n'avait pas le choix d'aller travailler, elle porte aussi sur les nerfs. » Alors, s'il a été recommandé aux parents qui le pouvaient de garder leurs enfants à domicile, « sans fermeture impérative des écoles, il est difficile de justifier auprès d'un employeur de devoir garder nos enfants à domicile », note une autre. Avant de conclure : « Nous attendons de la municipalité des actes à la hauteur des défis qui se présentent à nous. »

Alors qu'on arrive au terme des dix minutes d'interruption de séance accordées pour la prise de parole du public, un enseignant et délégué syndical suggère que, si des aménagements peuvent être coûteux pour la collectivité, d'autres sont abordables : des volets, des rideaux, de l'eau. L'interpellation du conseil municipal prend alors des airs de manifestation, alors que des parents d'élèves scandent : « *Des rideaux ! Et de l'eau !* »

Les chantiers en cours, à la lumière de la canicule

Le sujet de la canicule, et de l'adaptation des bâtiments municipaux, reviendra plusieurs fois dans les débats au cours du conseil. Notamment lors du vote d'une délibération sur la maîtrise d'oeuvre du groupe scolaire Ferrer. Interpellée par le communiste Jean-Paul Lecoq sur la nécessité de s'assurer que les travaux en cours répondent aux enjeux climatiques, Oumou Niang-Fouquet, adjointe chargée de l'éducation et de la petite enfance, assure : « *Cette période nous oblige à nous remettre tous autour de la table et de voir ce qui ne va pas. Je n'ai jamais eu une direction d'école qui m'a interpellé sur la canicule. Aujourd'hui, on se rend compte que nos écoles ne sont pas conçues pour accueillir des enfants par fortes chaleurs, et on le prend bien en compte.* »

Peu avant minuit, alors que s'achève une séance jalonnée d'interventions en lien avec les enjeux climatiques, le groupe d'opposition de gauche demande la création d'une commission chargée d'élaborer un plan municipal de gestion des fortes chaleurs. Une commission qui, Édouard Philippe s'y engage, se réunira dès le 1er septembre. Concrètement, « *il y aura pour les nouvelles écoles, à Paul Bert et à Ferrer, des dispositifs construits dès le départ* ». Quant aux écoles existantes, « *on a, à très court terme, un effort à faire pour mettre en œuvre des dispositifs les plus rapidement efficaces, dans le cas probable de nouveaux épisodes à la rentrée.* » Le maire évoque notamment la possibilité d'avoir, dans un chaque école, « *une pièce, au moins, rafraîchie par climatisation* ».

L'édile reconnaît qu'« *on doit faire mieux, on va faire mieux, on est collectivement en dessous du niveau où on doit être pour faire face à des canicules* ». Un examen de conscience qu'il entend bien ne pas effectuer seul. « *Le ministère de l'Éducation nationale n'a formulé ni demande, ni orientation, ni recommandation* », pointe-t-il. Avant d'assumer « *d'avoir gardé les écoles ouvertes. Certains nous en ont remercié parce qu'ils n'avaient pas de solution pour leurs enfants, ou parce que c'était parfois pire chez eux.* » Rendez-vous est donc pris pour le 1er septembre. En attendant, l'enjeu des vacances scolaires pour de nombreuses familles se résumera à une question : après les écoles, la canicule touchera-t-elle les centres de loisirs ?

Lire aussi

[« Nous basculons du fossile à un carburant vertueux » : Notre Dame, pionnier du transport maritime écologique](#)

[Canicule au Havre, la gestion des écoles s'invite \(dans la colère\) au conseil municipal](#)

[Le Havre. Avec la troisième ligne de tramway, de nouveaux îlots de verdure pour l'agglomération](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Le Havre \(Seine-Maritime\)](#)

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

Un chantier à 2 millions d'euros démarre dans le plus grand collège de Seine-Maritime

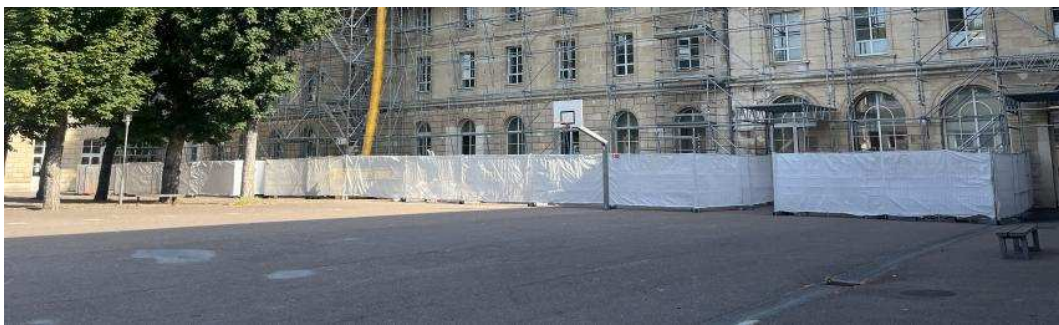
Gaspard Lagnel

6-7 minutes

À Rouen, le collège Fontenelle s'offre une cure de jouvence, qui va durer jusqu'en avril 2027. Exécuté par les compagnons du devoir, le chantier doit permettre de conserver son charme architectural, tout en assurant la sécurité des élèves.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)





Le collège Fontenelle refait sa façade extérieure. Les travaux doivent durer jusqu'en avril 2027. -
Photo Paris-Normandie

[Consultez l'actualité en vidéo](#)



Par Gaspard Lagnel

Publié: 29 Juin 2026 à 07h45 Temps de lecture: 1 min

Alors que les collégiens de troisième ont le regard tourné vers le diplôme du brevet en cette fin d'année scolaire, [au collège Fontenelle](#), certains l'ont aussi sur les grands échafaudages qui entourent leur bâtiment.

En plein centre de Rouen, le plus grand des 109 collèges de Seine-Maritime (1 000 élèves accueillis), situé rue du Requis, est en travaux.

La toiture en ardoise va être refaite, l'isolation aussi, mais le gros du travail repose sur la rénovation des pierres d'assise et des chéneaux, des pièces qui ont plusieurs siècles et dont la vétusté pourrait – à terme – devenir dangereuse.

D'extérieur, on n'y voit presque rien. De grandes installations, drapées d'une grande bâche blanche. « *Les élèves n'en sont que très peu impactés* », assure Guillaume Douville, conducteur d'opération à la direction des collèges au sein du Département.

En effet, toutes les salles occupées par le collège sont accessibles. Idem pour l'internat, qui accueille des élèves ainsi que des pensionnaires du Conservatoire de Rouen. Les échafaudages laissent le libre accès aux issues de secours, et la cour perd très peu de son espace.

L'enveloppe extérieure rénovée, le charme conservé

« *Des collèges qui ont cette tête-là on n'en a pas beaucoup dans le département. On veut conserver ce patrimoine* », explique Guillaume Douville.

C'est vrai que l'établissement a du cachet. Une aile construite au XVII^e siècle, une autre au XVIII^e siècle, le tout collé à une ancienne chapelle, désacralisée depuis 1905.

« *Ces bâtiments, ce sont les plus vieux pour un collège de Seine-Maritime* ». Guillaume Douville le maintient, le bâtiment, inscrit comme bâtiment remarquable, doit être rénové à sa juste valeur.

« On rénove, mais on garde le charme extérieur. Ce sont les compagnons du devoir qui s'occupent de la rénovation. Ils respectent les procédés et les façons de faire de l'époque. Chaque pierre d'assise, qui pèse 800 kilos, est taillée à la main ».

Fin des travaux prévus en avril 2027

Pour ce chantier, le Département, unique financeur, investit 1,8 million d'euros. La rénovation devrait durer jusqu'au mois d'avril 2027. *« Pour l'instant, on est dans les délais »*, estime le conducteur d'opérations.

Il développe : *« au mois de juillet, on profite des vacances scolaires pour mettre l'échafaudage sur l'aile qui abrite la partie administrative. À partir de cet automne, les élèves ne verront plus les échafaudages »*. Ce seront deux petites cours à l'arrière du collège qui seront rénovées à leur tour.

En parallèle, le collège et le Département souhaitent, à partir de la rentrée scolaire 2027, organiser des ateliers de démonstration. Une façon pour les artisans de montrer aux élèves tout ce qui fait la complexité et la noblesse d'entretenir des bâtiments historiques comme le collège Fontenelle.

Lire aussi



[Accusé de harcèlement, le maire de Canteleu « regrette que la situation ait pris une telle ampleur »](#)



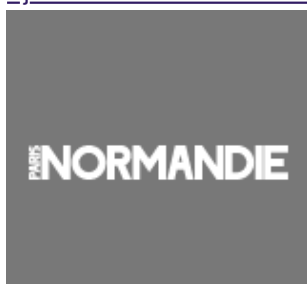
Lutte contre la vacance, crédits, terrains, appels d'offres : ça bouge pour le logement à Dieppe

Anne-Sophie Groué-Ruauudel

5-6 minutes

Plusieurs délibérations du conseil municipal de Dieppe ont amené les élus à délibérer sur la taxe sur le logement vacant, les 2 M € de crédits d'EDF pour le Val d'Arquet 2, un futur appart'hôtel quai du Tonkin, la suite du projet des Berges de l'Arques...

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)



Par Anne-Sophie Groué-Ruaudel

Publié: 29 Juin 2026 à 13h36 Temps de lecture: 2 min

La loi de Finances 2026 a réformé la fiscalité sur les logements vacants. Les élus ont donc dû délibérer sur le sujet lors du dernier conseil municipal. « *Dans les zones tendues, la taxe est fixée par la commune et ne doit pas excéder 50 %* », note l'adjointe aux Finances Christelle Léger. Il s'agissait donc « *d'instaurer une taxe sur la vacance des logements d'habitation, applicable dès le 1er janvier 2027 sur les logements vacants depuis plus d'un an, sauf occupation de 90 jours consécutifs pendant l'année, vacance indépendante de la volonté du propriétaire, logement social ou appartenant au domaine public* ».

Antoine Labé, élu d'opposition RN, « *une taxe supplémentaire, à Dieppe, ce n'est pas une bonne idée. Il faut trouver un autre remède que la taxe systématique* ». L'adjoint à l'Urbanisme François Lefebvre souligne que « *ce n'est pas une nouvelle taxe, elle existait déjà. Mais comme l'État a fusionné deux taxes, on doit redélibérer*. » André Gautier, élu d'opposition LR, indique tout de même : « *On sera très vigilants au moment de voter le taux de la taxe.* »

Ne pas « laisser la spéculation se faire »

François Lefebvre précise : « *Il y a trois ans, on comptait 1 100 logements vacants, et 800 aujourd'hui. Ça produit son effet : ça participe à l'éradication de cette vacance, qui n'est pas normale.* » Le maire Nicolas Langlois conclut : « *On ne veut pas laisser la spéculation se faire sur le logement. On veut inciter les propriétaires à rénover leurs logements, surtout dans le centre-ville et les quartiers historiques où on compte le plus de vacances. Et on sait que c'est compliqué, alors on accompagne les propriétaires (OPAH-Ru). Mais on n'a aucun problème à taxer, d'autant que cette taxe existait déjà...* »

La politique autour du logement se poursuit, ajoute le maire sur sa page Facebook : « *Nous avons délibéré sur des projets qui avancent : plus de 2 M€ de crédits accordés par l'État et EDF pour le Val d'Arquet 2 ; la transformation de nos friches avec notamment la cession d'un terrain quai du Tonkin pour accueillir notamment des appart'hôtels ; le lancement des appels d'offres pour les berges de l'Arques et la poursuite des projets de la ZAC Dieppe Sud.* »

Lire aussi



[Près de Dieppe, un cycliste grièvement blessé dans un accident de la route](#)

« Nous basculons du fossile à un carburant vertueux » : Notre Dame, pionnier du transport maritime écologique

Philippe Dufresne

8–10 minutes

Transporter, plus loin, plus longtemps et en polluant moins, c'est le challenge relevé par « CMA CGM Notre Dame ». Il optimise sa performance énergétique tout en réduisant ses émissions grâce à un moteur dernière génération fonctionnant au GNL. Explications de Farid Trad, vice-président du Bunkering & Energy Transition chez CMA CGM.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)



Par [Philippe Dufresne](#)

Publié: 30 Juin 2026 à 07h01 Temps de lecture: 1 min

Farid Trad est vice-président du bunkering (soutage) et de la transition énergétique chez CMA CGM, un des leaders mondiaux du transport maritime. Il veille au bon approvisionnement en énergie de [toute la flotte de CMA CGM](#), soit plus de 700 navires. Alors quand on le sent très enthousiasmé par les performances du [CMA CGM Notre Dame](#) en matière de décarbonation, la curiosité est à son comble. Quels secrets cache ce port conteneurs hors norme ?

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Arrivé au Havre hier soir, il sera officiellement inauguré jeudi. Avec 400 mètres de long pour 62 de large, ce bateau est capable de transporter d'un bout du globe à l'autre plus de 24 000 containers. Sa capacité a été augmentée de 600 unités par rapport à la précédente génération de porte-conteneurs géants. Le défi lancé par CMA CGM était de créer un tel colosse mais doté d'une performance énergétique optimisée et doté d'un impact environnemental amoindri et vertueux.

« [Notre Dame annonce une nouvelle génération de porte-conteneurs](#) accédant à un carburant alternatif », précise le vice-président du bunkering. La solution se nomme GNL, pour gaz naturel liquéfié. Ce gaz une source d'énergie primaire, que l'on trouve dans la nature, ne nécessite aucune transformation après son extraction, contrairement aux carburants issus du pétrole.

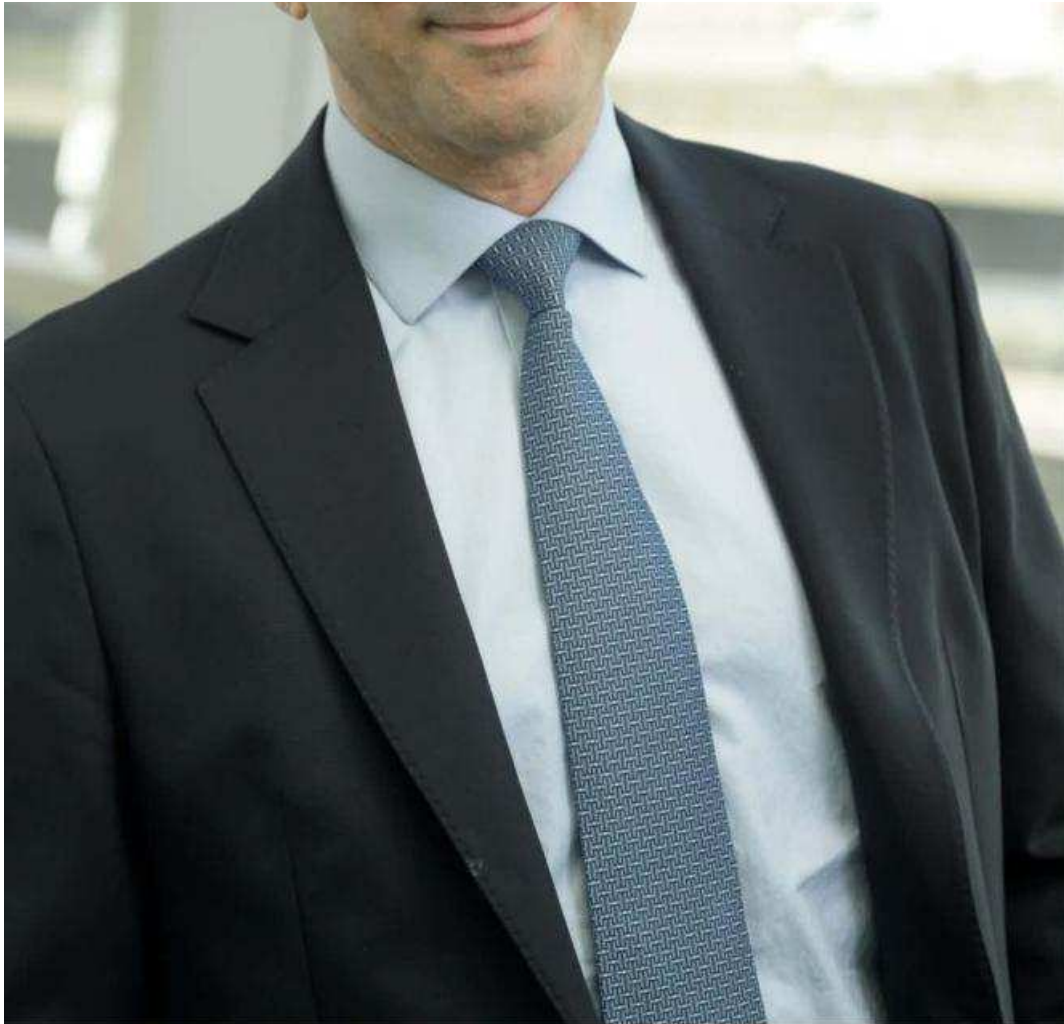
« Il rejette 20 % de CO2 de moins que les carburants fossiles classiques, comme le fioul, et 99 % de particules fines en moins », précise Farid Trad. Cette énergie cumule les avantages. Pour commencer en le liquéfiant (d'où son nom), le GNL occupe 600 fois moins de place qu'à l'état gazeux. Le GNL est utilisé par un moteur thermique dernière génération et surtout il est compatible avec le Bio GNL, qui se présente comme le carburant de l'avenir. « *C'est toute la beauté de ce choix qui nous donne accès au GNL et à la décarbonation. Nous basculons du fossile à un carburant vertueux* », se réjouit Farid Trad.

« Il rejette 20 % de CO2 de moins que les carburants fossiles classiques. »

Farid Trad, Vice président bunkering et transition énergétique chez CMA CGM

Il ajoute : « *C'était la vision précoce du fondateur Jacques Saadé. Cette décarbonation s'est toujours faite avec des partenaires importants, pour le moteur mais aussi pour le réservoir de GNL élaboré avec le spécialiste mondial GTT.* » Avec cette nouvelle génération de porte-conteneurs, on change d'échelle. Farid Trad explique que c'est le transport dans sa globalité qui est envisagé autrement.





Pour Farid Trad, « le GNL est le choix technologique de prédilection des grands navires. Ils sont devenus plus performants et plus sobres énergétiquement ». - CMA CGM / Paris Normandie

« Le GNL est le choix technologique de prédilection des grands navires. Ils sont devenus plus performants et plus sobres énergétiquement. L'efficacité énergétique est augmentée grâce à la digitalisation des équipements. » Le mouvement des navires de la flotte est géré à la manière d'une tour de contrôle géante, qui optimise en temps réel les déplacements, les ravitaillements, les chargements et déchargements. On est dans une intelligence d'essaim, où chaque élément participe à l'efficacité globale. *« Nous raisonnons au niveau d'une flotte, plus navire par navire »*, confirme le vice-président.

Nouvelle stratégie

La complémentarité entre les équipes en mer et celles sur terre est donc capitale. *« Cette évolution se fait avec des choix technologiques, des choix énergétiques, avec des partenaires comme TotalEnergies, et les ports, partenaires essentiels de cette nouvelle organisation »*, résume Farid Tard. Pour bien appréhender le Notre Dame, il faut le situer dans cette nouvelle stratégie où *« le client y gagne aussi »*. Avec sa grande capacité de transport, le poids environnemental de chaque conteneur est en baisse.

Lire aussi

[Canicule au Havre, la gestion des écoles s'invite \(dans la colère\) au conseil municipal](#)

[Canicule au Havre, la gestion des écoles s'invite \(dans la colère\) au conseil municipal](#)

Une cathédrale à -162 °C

Le GNL est le carburant prometteur de la navigation marchande. Ses performances environnementales sont enthousiasmantes, celles du bio GNL à venir le sont encore plus.



Par [Philippe Dufresne](#)

Publié le 29/06/2026 à 12:26 Temps de lecture: 1 min

Le moteur du *Notre Dame* est en dual fuel, c'est-à-dire qu'il peut utiliser, si besoin, du fuel bas soufre ou du GNL. C'est un carburant flex. Mais c'est surtout sa capacité à utiliser le bio GNL qui est fait la [fierté de CMA CGM](#). Sur ce navire, tout est surdimensionné. Le moteur tutoie 20 mètres de hauteur.

La « cathédrale », la fameuse cuve réservoir de GNL fait plus de 50 mètres par 27, soit 18 600 m³. Elle accueille l'équivalent de 6 piscines olympiques. Ce réservoir lui offre assez d'autonomie pour assurer les trajets aller-retour entre l'Asie et l'Europe. Cette glacière géante, maintenant le gaz liquide à – 162°C, doit garantir une utilisation optimale du carburant et la sécurité de l'équipage.

Chantiers gigantesques

C'est dans les gigantesques chantiers navals de Yangzijiang Shipbuilding, près de Shanghai, en Chine, que le *Notre Dame* a été construit. Ses sisters ships sortiront des mêmes chantiers.

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)



[« Nous basculons du fossile à un carburant vertueux » : Notre Dame, pionnier du transport maritime écologique](#)

Les hôpitaux normands sous tension après la canicule, un nouvel épisode de fortes chaleurs redouté dès la sema

Yves Asernal

3-4 minutes

Les hôpitaux normands sortent à peine d'une semaine de canicule historique. Les urgences sont pleines, les patients fragiles et épuisés. Et une troisième vague de chaleur se profile la semaine prochaine. Le système peut-il tenir ?

L'hôpital Seine-Eure à Evreux a déclenché [son plan blanc](#), vendredi 26 juin 2026. Le CHU de Rouen a activé le même jour son plan "hôpital en tension niveau crise", [le niveau en dessous du plan blanc](#).

Le CHU de Rouen tourne à plein régime depuis plus d'une semaine. Les urgences ont vu affluer des patients âgés, déshydratés et dont les pathologies chroniques ont "décompensé".

Décompensé, ce terme désigne ce moment où le corps lâche : la déshydratation affecte les reins, qui, à leur tour, fragilisent le cœur, et toutes les maladies chroniques s'emballent en cascade.

En cause : des températures élevées, jour et nuit, sans le moindre répit, ne laissant aucune chance aux organismes fragiles de récupérer.

On a eu un énorme pic d'activité vendredi. Des patients qui sont venus pour hyperthermie, coup de chaleur environnemental. Ce sont des patients fragiles avec plusieurs comorbidités.

Dr Mélanie Roussel, Chef du service urgences adultes, CHU de Rouen

La vague de chaleur qui a frappé la Normandie nous a quittés mais ces effets, eux, ne sont pas terminés. Or voilà, depuis quelques jours, une troisième canicule se profile déjà.

Météo France estime désormais que "le scénario des fortes chaleurs devient plus probable pour la semaine du 6 au 13 juillet".

Le Centre européen pour les prévisions météorologiques prévoit des anomalies de 6 à 10 degrés au-dessus des normales de saison. La vigilance orange pourrait devenir consistante dès ce week-end vers le sud du pays, avant une possible extension au nord en début de semaine prochaine.

Pour les hôpitaux normands, la question n'est pas l'intensité, c'est l'enchaînement.

Si les températures remontent, on reviendra sur ce type de profil, c'est certain. Et si ça arrive sur un hôpital déjà plein, on va avoir des difficultés pour admettre en hospitalisation les patients qui arrivent aux urgences.

Dr Mélanie Roussel, Chef du service urgences adultes, CHU de Rouen

Car au-delà des patients déjà hospitalisés et de ceux qui arrivent encore avec les effets retardés

de la dernière vague, il existe une troisième catégorie, plus invisible : les personnes âgées et fragiles qui ont tenu pendant ces quelques jours de chaleur extrême à bout de résistance mais encore chez elles.

Une nouvelle canicule suffirait à les faire basculer. Et quid des lits pour les accueillir à l'hôpital ? C'est le scénario redouté : une vague qui déferle sur un système qui n'a pas eu le temps de souffler et des patients qui n'ont nulle part où aller.

Ce scénario n'est pourtant pas nouveau. Après la canicule de 2003, 15 000 morts en France, le Sénat préconisait dès février 2004, la climatisation des établissements de santé. 23 ans ont passé...

Le futur CHU de Nantes, livré en 2028, ne sera climatisé qu'à moitié. La ministre de la Santé a concédé cette semaine que "*nous avons du retard*". Sous la présidence d'Emmanuel Macron, le Fond vert, censé financer l'adaptation climatique des bâtiments publics, a été divisé par quatre en deux ans, passant de 2,5 milliards d'euros en 2024 à 837 millions en 2026.

« Des pics à 52°C. » Au collège d'Oissel, près de Rouen, des classes en surchauffe et des cours annulés

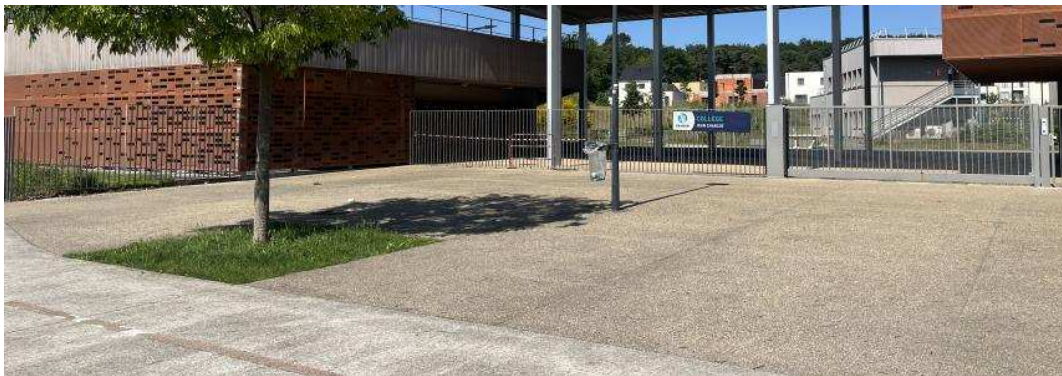
Blaise Diagne

6-7 minutes

Plusieurs classes modulaires du collège Charcot d'Oissel ont enregistré des températures incompatibles avec la tenue des cours, durant les épisodes de canicule de mai et juin 2026. Enseignants et parents d'élèves s'insurgent.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)





Le collège Jean-Charcot d'Oissel dispose de cinq classes modulaires depuis 2024. - Photo d'archives Paris Normandie



Par [Blaise Diagne](#)

Publié: 30 Juin 2026 à 06h28 Temps de lecture: 1 min

Les représentants de parents d'élèves FCPE du collège Jean-Charcot d'[Oissel](#) ont écrit au Département et à sa vice-présidente en charge des Collèges Chantal Cottereau au cours du premier épisode caniculaire de la fin mai 2026.

Dans leur courrier, ils dénoncent les températures enregistrées dans les cinq classes modulaires installées dans la cour de l'établissement depuis 2024 pour pouvoir accueillir l'ensemble des élèves.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Conditions de travail « catastrophiques »

« L'épisode caniculaire en cours a entraîné des températures comprises entre 31 °C et 45 °C dans ces structures, avec des pics atteignant 52 °C », est-il écrit. D'où la banalisation de certains cours décidés par la direction du collège en mai. « *Anglais et physique-chimie, les cours qui se déroulent dans ces modulaires* », énonce Sylvain Grenier, représentant FCPE pour le collège.

Ce dernier situe le début des difficultés à octobre 2025, quand, après plusieurs « *interventions techniques* », « le Département a repris la gestion du système de climatisation réversible » des cinq classes, rendant depuis impossible pour le personnel l'utilisation, en fonction, de la climatisation ou du chauffage – la lettre évoque également un 16°C enregistré cet hiver.

« *Les conditions de travail pour les élèves et les enseignants sont catastrophiques !* », s'insurge au téléphone Sylvain Grenier. Jusqu'à, donc, l'annulation en série des cours en cette fin d'année scolaire.

« 33 degrés pour l'épreuve de français, on a dû ouvrir les portes »

Les épreuves du brevet, entre le 26 et le 30 juin 2026, se sont déroulées au collège, lequel sera ensuite centre de correction jusqu'au 7 juillet 2026.

Tout a lieu dans le bâtiment principal, là où les températures enregistrées sont (un peu) moins extrêmes. « *33 degrés pour l'épreuve de français ce matin, on a dû ouvrir les portes* », restitue tout

de même Sylvain Grenier, sur place ce vendredi 26 juin 2026.

« La fin de l'année scolaire ne signifie pas la fin du problème. »

Séverine Botte, Conseillère départementale et adjointe de la Ville

Contactée, Séverine Botte, deuxième adjointe à la [Ville d'Oissel](#) et conseillère départementale, confirme avoir été sollicitée sur le sujet « *par les élus FCPE, mais aussi les enseignants* ».

Les échanges engagés avec Chantal Cottereau depuis mai 2026 seraient toutefois vains, à ce stade. « *Mais la fin de l'année scolaire ne signifie pas la fin du problème. Les enseignants veulent pouvoir remettre le chauffage ou la clim' selon les besoins, comme avant* », formule l'élue oisselienne.

Inauguré en 2019 pour accueillir 500 élèves, le collège Jean-Charcot en accueillait cette année scolaire 2026-2027 plus de 580.

Contacté il y a quelques jours, le Département de Seine-Maritime n'a pas répondu à nos questions.

Lire aussi



[Accusé de harcèlement, le maire de Canteleu « regrette que la situation ait pris une telle ampleur »](#)



Rouen. "On ne négocie pas une peine sur un coin de table" : colère et mobilisation des avocats devant le palais de justice

Alexandre Leno

~3 minutes

Le projet de loi dit "Sure", en cours d'examen à l'Assemblée Nationale, fait l'objet d'une fronde du monde de la justice depuis plusieurs semaines. Une trentaine d'avocats du barreau de Rouen se sont réunis, lundi 29 juin, contre ce texte qu'ils considèrent depuis le départ comme *"une atteinte au droit de la défense"* notamment en raison de la mise en place de certaines procédures pénales accélérées pour rendre *"plus efficace"* la justice. Si le gouvernement a depuis abandonné le projet de procédure dite de "plaider-coupable", des dispositions du texte restent contestables selon Franck Langlois, bâtonnier de l'ordre des avocats du barreau de Rouen, notamment sur les conditions du placement en détention. *"Si au seul motif du trouble à l'ordre public, on peut placer n'importe qui en détention, évidemment cela peut aller vite mais c'est au mépris des principes qui gouvernent notre procédure. Les victimes ne veulent pas non plus d'une justice au rabais, elles ne souhaitent pas qu'on négocie une peine sur un coin de table."* La mobilisation portait également sur le manque de moyens de la justice.

Un manque de moyens humains et financiers

[Ce phénomène ne date pas d'hier](#) mais revient sur la table des revendications, à l'heure où la justice est pointée du doigt pour ses "défaillances" supposées dans l'affaire Lyhanna qui bouleverse actuellement l'opinion publique. Conséquence d'une libération de la parole après les mouvements féministes tels que #metoo, *"le nombre de plaintes, par exemple, pour des faits d'agressions sexuelles a flambé ces dernières années"*, observe Franck Langlois. *"Pour pouvoir traiter ces plaintes, il faut des moyens humains et matériels que la justice n'a pas"*.

- **A lire aussi.** ["Juger vite mais mal ou juger bien mais dans des délais inacceptables" : le cri d'alarme des magistrats](#)

Si les avocats reconnaissent des efforts budgétaires en la matière au cours des deux derniers quinquennats, ils sont loin d'être suffisants. Preuve en est le dernier rapport de la Commission européenne pour l'efficacité de la justice qui estime que la France consacre en moyenne à sa justice 77,22 euros par habitant quand l'Allemagne met plus de 136 euros sur la table. Les moyens humains seraient également défaillants. *"Il y a 11,3 juges pour 100 000 habitants en France contre environ 22 en moyenne en Europe."*

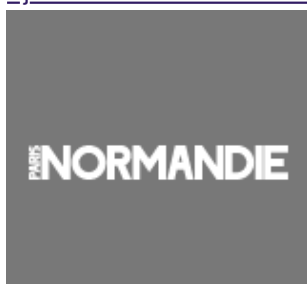
Loi Sure à l'Assemblée : « Une politique de sparadraps », dénonce la bâtonnière de Dieppe

Anthony Quindroit

5-6 minutes

3 questions à... Me Sylvie Amisse-Duval, bâtonnière de Dieppe, avant l'examen de la loi Sure à l'Assemblée nationale, projet de loi dénoncé, notamment, par la grande majorité des avocats et des magistrats.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)



Par Propos recueillis par [Anthony Quindroit](#)

Publié: 29 Juin 2026 à 15h41 Temps de lecture: 2 min

À la veille du passage de la loi Sure (pour « Sanction Utile, Rapide et Effective ») devant l'Assemblée nationale, les avocats se sont à nouveau mobilisés lundi 29 juin 2026 contre cette évolution législative qui va, clament-ils, à l'encontre de la justice et des justiciables. Décryptage avec Me Sylvie Amisse-Duval, bâtonnière du barreau [de Dieppe](#).

Le projet de loi a déjà évolué. Que reste-t-il dedans que vous décriez ?

Sylvie Amisse-Duval : « Le ministre de la Justice a indiqué que le très décrié article 1er, sur le plaider-coupable, était enlevé. On attend de voir car le texte a été transmis dans son intégralité aux députés. Et il reste des dispositions fourre-tout qui sont inacceptables. Cela concerne le maintien en détention provisoire même si les délais sont dépassés ce qui outrepassse le droit à la défense et devient [une détention arbitraire](#) ; cela concerne aussi les délais de procédure pour soulever les nullités, les dispositions sur les fichages, l'indemnisation des victimes... »

« Réformes circonstanciées »

Quelle suite allez-vous donner si la loi, examinée à l'Assemblée nationale, avance malgré vos inquiétudes ?

« Nous espérons bien sûr que les députés nous auront entendus. Sinon, la mobilisation continuera. On ira jusqu'au Conseil constitutionnel. Par le passé, plusieurs de nos mobilisations ont permis de faire évoluer les choses. Sur la réforme de la carte judiciaire par exemple : c'est la mobilisation qui a permis le sauvetage du tribunal de Dieppe. »

L'affaire [Lyhanna](#) a, à nouveau, montré les dysfonctionnements dans la chaîne judiciaire. Si la loi Sure ne vous semble pas pertinente pour l'améliorer, que préconisez-vous ?

« Actuellement, on mène une politique de sparadraps. On bouche des trous mais ça fuit ailleurs. Il faut des moyens humains – des officiers de police judiciaire, des magistrats, des greffiers – pas des réformes circonstanciées. On commence par mettre des moyens et après on peut discuter de ce qui pourrait être amélioré. Regardez à Dieppe : on a quatre parquetiers quand la moyenne nationale est de onze et qu'il en faudrait le double ! Cela donne des classements sans suite et des ratés qui ne sont pas satisfaisants pour les justiciables. »

Lire aussi



Accusé de harcèlement, le maire de Canteleu « regrette que la situation ait pris une telle ampleur »

Sylvain Auffret

6-7 minutes

Alors qu'il sera jugé en novembre 2026 pour harcèlement et travail dissimulé, le maire de Canteleu a réagi, le 29 juin 2026, pour la première fois en public à « l'affaire » le concernant, à l'occasion du conseil municipal.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)





Tom Delahaye, maire de Canteleu lors du conseil municipal lundi 29 juin 2026. - PN



Par [Sylvain Auffret](#)

Publié: 30 Juin 2026 à 07h21 Temps de lecture: 1 min

« Je regrette que la situation ait pris une telle ampleur et qu'elle affecte les personnes concernées et, au-delà, les habitants. »

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

À l'ouverture du conseil municipal de Canteleu lundi soir 29 juin, son maire Ton Delahaye a évoqué l'affaire (il sera [jugé en novembre](#) pour harcèlement et travail dissimulé, NDLR) qui l'a concernée la semaine précédente, provoquant, selon ses mots, « *une importante médiatisation* » et concernant « *deux relations sentimentales qui sont terminées* ».

« Je tenterai d'être moins impulsif »

Sur le côté judiciaire, il a indiqué qu'il ne ferait pas de commentaire. S'agissant de son mandat de maire et ses « *exigences particulières* », il a voulu s'excuser auprès de ceux que cette situation a pu heurter.

Il a aussi tenu à s'excuser « *si certaines de [ses] attitudes ont pu heurter lors d'échanges au sein de cette assemblée, je tenterai d'être moins impulsif* ». Il a poursuivi en indiquant qu'il continuerait à porter le projet pour lequel lui et la majorité ont été élus.

« Une pensée pour les femmes »

Passé quelques très brefs applaudissements, Elise Clero, conseillère municipale déléguée à la santé, a pris la parole au nom du groupe « Environnement, citoyenneté et écologie » (qui siège dans la majorité, NDLR), pour évoquer la présomption d'innocence mais avoir « *une pensée pour les femmes et leurs familles dans la souffrance* ».

« La collaboration avec Tom Delahaye pourrait s'en trouver compliquée si les faits étaient prouvés. »

LFI demande une mise en retrait temporaire

Pour Canteleu se lève (LFI-NPA), [Souad Takhtoukh](#) s'est dit « *surprise et choquée par ce qui vous était reprochée* », même si elle avait exposé des inquiétudes exprimées par le passé, « *la manière dont vous vous exprimez* », « *un comportement qui fait système* », espérant une réforme.

« *Néanmoins, pour les Cantiliens et l'institution je demande quand même publiquement que vous vous mettiez en retrait. Ce conseil peut fonctionner avec le premier adjoint d'ici là, et si les faits n'étaient pas caractérisés, que vous reveniez à votre place* ».

[Loïc Lavaud](#), pour « Canteleu nouvelle énergie », a regretté que l'image de la commune soit à nouveau ternie.

« Gravité des faits »

En amont du conseil municipal, le collectif féministe Nous Toutes avait publié un communiqué estimant que le maire « *minimise la gravité des faits qui lui sont reprochés* » et constatant « *l'absence presque totale d'un mot pour les victimes présumées* ».

« *La présomption d'innocence ne doit pas devenir un prétexte pour faire taire les victimes, banaliser les violences ou exonérer les responsables publics* », écrit le collectif.

En retrait

Par ailleurs, lors du conseil métropolitain se déroulant le même soir, le président Nicolas Mayer-Rossignol a annoncé que Tom Delahaye s'était « *mis en retrait en attendant d'être jugé* », de sa délégation commerce, artisanat, économie sociale et solidaire et pôle de proximité Austreberthe Cailly.

NEWSLETTER POLITIQUE Recevez gratuitement les dernières actualités politiques [en cliquant ici](#) Lire aussi



[« Des pics à 52°C. » Au collège d'Oissel, près de Rouen, des classes en surchauffe et des cours annulés](#)



Présidentielle 2027 : la porte-parole du gouvernement Maud Bregeon annonce soutenir Édouard Philippe

AFP

4-5 minutes

Figure du camp macroniste, Maud Bregeon a annoncé lundi 29 juin 2026 son soutien à la candidature d'Edouard Philippe à l'élection présidentielle de 2027. Elle est porte-parole du gouvernement depuis octobre 2025.

[Ajouter Paris Normandie sur Google](#)





Figure du camp macroniste, Maud Bregeon a annoncé lundi 29 juin 2026 son soutien à la candidature d'Edouard Philippe à l'élection présidentielle de 2027. - AFP



Par AFP

Publié: 29 Juin 2026 à 09h27 Temps de lecture: 1 min

La porte-parole du gouvernement Maud Bregeon a annoncé lundi 29 juin 2026 qu'elle soutiendrait la candidature de l'ancien Premier ministre Édouard Philippe (Horizons) à la présidentielle et serait présente à son meeting prévu dimanche à Paris.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Contre le Rassemblement national

« *Il est aujourd'hui plus que les autres dans (la) capacité de rassembler largement* » et d'atteindre le second tour de la présidentielle « *pour éviter l'arrivée du Rassemblement national au pouvoir* », a expliqué sur France Inter la porte-parole, proche du ministre de la Justice Gérald Darmanin dont l'éventuelle candidature semble d'autant plus incertaine.

Le rassemblement « *bien au-delà de sa propre famille politique* » est « *un impératif absolument vital pour le pays* », a ajouté Maud Bregeon, adhérente du parti Renaissance, dirigé par un autre candidat à la présidentielle et également ancien Premier ministre, Gabriel Attal.

Édouard Philippe a « *beaucoup d'expérience, expérience de Premier ministre, expérience de maire et je crois que dans les temps extrêmement troublés que nous vivons aujourd'hui, c'est quelque chose qui est important* », a-t-elle argumenté.

Maud Bregeon, 35 ans, n'a pour autant « *pas l'intention de changer de parti* ».

Aucun rôle dans la campagne

Quant à l'engagement imposé par Sébastien Lecornu aux membres de son gouvernement de ne pas faire de politique en dehors de leurs fonctions ministérielles, elle a expliqué qu'elle n'aurait « *aucun rôle opérationnel* » dans la campagne du maire du Havre.

Connue pour être une « *puncheuse* », cette figure médiatique du camp macroniste est une ancienne ingénieure d'EDF, spécialiste du nucléaire, originaire de Poitiers. Elle a adhéré dès

novembre 2016 à En Marche et a été élue députée en 2022.

Proche de Gérald Darmanin, comme Édouard Philippe issu de LR, son positionnement donne une indication de celui du ministre de la Justice qui pourrait annoncer son ralliement à la candidature du Havrais.

En tête des sondages

Au sein du camp centriste, Edouard Philippe, président d'Horizons, candidat déclaré de longue date, est toujours en tête dans les sondages face à Gabriel Attal (Renaissance) mais tous deux restent largement distancés par le Rassemblement national.

NEWSLETTER POLITIQUE Recevez gratuitement les dernières actualités politiques [en cliquant ici](#) Lire aussi



[Musique francophone : L'Estival revient dans les Yvelines à l'automne 2026](#)



[Yvelines : soutien du public et inquiétudes après la réduction des budgets au Théâtre de Sartrouville](#)



« Ça a été un choc » : le maire de Rouen annonce une récurrence de son cancer, mais continue ses activités

Marc BRAUN

6-8 minutes

Article premium, Réservé aux abonnés (contenu complet accessible)

Dans une déclaration ce lundi 29 juin 2026, le maire de Rouen et président de la Métropole Rouen Normandie (Seine-Maritime), Nicolas Mayer Rossignol, annonce avoir subi une quatrième opération à la suite de son cancer de la vessie. Il assure malgré tout qu'il va bien et continue de travailler.



Nicolas Mayer Rossignol, maire PS de Rouen et président de la Métropole Rouen Normandie (Seine-Maritime), a annoncé, ce lundi 29 juin 2026, une récurrence de son cancer de la vessie. | ARCHIVES OUEST FRANCE

Modifié le 29/06/2026 à 17h44 Publié le 29/06/2026 à 17h10

En novembre 2024, le maire de Rouen (Seine-Maritime) annonçait en conférence de presse être atteint d'un cancer de la vessie. «Après trois opérations en février 2022, avril 2023 et juin 2024 ainsi que plusieurs cycles d'immunothérapie ces dernières années, j'ai suivi sur toute l'année 2025 un traitement anti-récurrence», écrit-il ce lundi 29 juin 2026, relayant l'information sur ses réseaux sociaux. «Des examens médicaux favorables mi-décembre 2025 m'avaient permis [de déclarer sereinement ma candidature aux élections municipales de mars 2026](#), poursuit l'élu. Comme tous les patients atteints d'un cancer en France, je fais l'objet d'un suivi très régulier. Lors d'un nouvel examen médical fin avril, une récurrence tumorale ainsi que d'autres éléments suspects ont été identifiés.»

Lire aussi : [Municipales 2026 : rassurant sur ses ennuis de santé, Nicolas Mayer Rossignol](#)

[brigue un second mandat à Rouen](#)

Nicolas Mayer Rossignol souligne qu'il ne s'attendait pas à cette nouvelle, qu'elle «a été un choc que j'ai eu beaucoup de mal à encaisser». Il ajoute remercier «ses proches, ses amis, dont le soutien a été extrêmement important pour traverser ces dernières semaines». Il précise «avoir subi une nouvelle et quatrième intervention chirurgicale mardi 9 juin, au CHU. Je suis sorti de l'hôpital samedi 13 juin. Je vais bien. Je n'ai pas de métastases. Pour le reste je suis, en bonne santé et ne suis pas à plaindre».

Lire aussi : [« Inciter à plus de solidarité » : pourquoi Nicolas Mayer-Rossignol a levé le voile sur son cancer b](#)

« Engagé dans ses responsabilités »

La prochaine étape consiste en de nouveaux examens médicaux en octobre, renchérit le maire de Rouen, «pour évaluer la situation et voir comment limiter les risques de progression du cancer. Je continuerai de faire l'objet d'une surveillance très régulière».

Lire aussi : [« Je compte me battre » : le maire de Rouen Nicolas Mayer-Rossignol annonce être atteint d'un cancer](#)

Enfin, il assure être pleinement engagé dans ses responsabilités de maire et de président de la Métropole Rouen Normandie, «aux côtés de mon équipe d'élus et de tous les agents du service public qui font un travail extraordinaire, dans des conditions extrêmement difficiles et plus encore ces derniers jours pendant la canicule». Des responsabilités qu'il devrait assurer ce soir, en présidant un conseil métropolitain.

Salaires dans la fonction publique : le ministre David Amiel en terrain miné avant le rendez-vous du 6 juillet

Par Marie Malaterre

4-5 minutes

La formule a largement fait réagir les organisations syndicales de la fonction publique. *“Je refuse que les fonctionnaires soient les boucs émissaires de nos difficultés de finances publiques”*, a déclaré le ministre de l'Action et des Comptes publics, David Amiel, hier, 28 juin, alors qu'il était l'invité de l'émission “Questions politiques” de France Inter, franceinfo TV et *Le Monde*.

“Ce n'est pas de la faute des fonctionnaires. Ce n'est pas le nombre d'emplois dans la fonction publique de l'État qui a creusé les déficits publics ces dernières années”, a-t-il ajouté, évoquant le poids, à l'inverse, des dépenses sociales.

Des propos qui ont été froidement accueillis du côté des organisations syndicales de la fonction publique. *“Cette formule n'est pas du tout à la hauteur, les agents de la fonction publique doivent être confortés, reconnus et mieux rémunérés car nous avons besoin de services publics forts dans un contexte de crise écologique, économique et sociale que nous connaissons*, réagit Caroline Chevé, secrétaire générale de la FSU. *Il faut attirer les jeunes vers les carrières de la fonction publique et il faut répondre au malaise grandissant de ceux qui y travaillent et qui envisagent de plus en plus d'en partir.”*

Lire aussi : [La nouvelle hausse du Smic affaiblit encore un peu plus le statu quo salarial dans la fonction publique](#)

“Ce ne sont effectivement pas les agents publics qui sont responsables des déficits de notre pays ou de sa dette, souligne de son côté Luc Farré, secrétaire général de l'Unsa Fonction publique. *Alors que la population est en hausse, les effectifs augmentent proportionnellement bien moins.”*

Cette prise de parole du ministre intervient dans un contexte où la colère reste vive du côté des agents publics, tout particulièrement autour des questions salariales. L'intersyndicale a notamment appelé la semaine dernière à une journée de mobilisation et à des manifestations à la rentrée, *“intégrant la perspective d'une grève”*, le 29 septembre, *“face à l'absence de réponse salariale immédiate du gouvernement”*, a-t-elle précisé dans un communiqué commun. Les organisations syndicales réitèrent leurs demandes de mesures urgentes, et notamment *“une revalorisation significative”* de la valeur du point d'indice qui est gelé depuis trois ans, ou encore le rétablissement de la garantie individuelle du pouvoir d'achat (Gipa) suspendue en 2024.

Interrogé également dans le cadre de l'émission sur cette épineuse question des salaires, David Amiel a rappelé que le dialogue se poursuivait avec les organisations syndicales à travers une réunion dédiée à la question et prévue le 6 juillet.

Financer une autre politique salariale

Si pour l'heure, les organisations syndicales ne s'étaient pas prononcées sur leur participation, bon nombre d'entre elles seront bel et bien présentes. *“Nous irons le redire au ministre le 6 juillet, avance Christophe Delecourt, co-secrétaire général de la CGT État. Le financement d'une autre politique salariale est possible avec, pour commencer, la revalorisation immédiate et significative du point d'indice, la refonte des grilles indiciaires et l'égalité salariale.”*

Il y a quelques semaines, [le cabinet avait précisé, dans nos colonnes, l'ordre du jour de cette réunion](#) avec, dans un premier temps, la présentation de grands indicateurs sur les finances publiques et *“la rémunération réelle des agents”*, et dans une deuxième partie, des mesures qui pourraient être arbitrées. Or, les organisations syndicales sont unanimes sur un point, elles attendent des mesures concrètes. Sans quoi, elles risquent de quitter la table très rapidement.

“L'Unsa Fonction publique se rendra au rendez-vous salarial du 6 juillet en étant exigeante pour obtenir des mesures concrètes pour les agents publics, confirme Luc Farré. Avec une inflation qui repart, après plusieurs années blanches en matière salariale, avec plus de 860 000 agents ayant un salaire indiciaire au niveau du Smic, le gouvernement se doit de prendre des mesures pour améliorer la rémunération des agents.”

“Nous jugerons sur les actes, et sur rien d'autre”, conclut pour sa part Pascal Kessler, président de la FA-FP, qui doit encore confirmer sa présence à ce rendez-vous salarial qui promet d'être explosif.

Transparence : la Cada appelle à une “transformation en profondeur” pour faire face au “défi du nombre”

Par Mathilde Karsenti

6-7 minutes

“À effectifs constants et sans transformation en profondeur de son positionnement et de son fonctionnement, il ne sera plus possible pour la Commission d’absorber autant de saisines, sans allonger les délais de réponse ou réduire la qualité des avis”, juge Bruno Lasserre, vice-président honoraire du Conseil d’État et président de la Commission d’accès aux documents administratifs (Cada) dans son rapport d’activité 2025, publié lundi 29 juin 2026.

Au total, 14 721 saisines ont été reçues par la Cada en un an, soit une hausse de 45 % par rapport à la moyenne des quatre années précédentes, et *“plus du double par rapport à 2020”*, précise Bruno Lasserre. En face, les ressources humaines, elles, n’ont pas évolué. Résultat : la Commission a traité 22 % d’avis supplémentaires en un an, pour un délai moyen de traitement de 78 jours.

Hausse des demandes multifactorielles

L’augmentation des saisines ne s’explique pas seulement par une meilleure connaissance des droits selon le rapport d’activité de la Cada. Le vice-président honoraire du Conseil d’État identifie en effet plusieurs facteurs : l’exigence croissante de transparence sur les dépenses publiques, l’essor des réseaux sociaux qui poussent les demandeurs à chercher des documents plus complets que *“les informations distillées dans ces brefs posts”*, et de façon plus structurelle, un effet mécanique du délai réglementaire d’un mois imparti aux administrations pour répondre. Conséquence : face à l’absence de retour, assimilée à un rejet implicite de l’administration, le demandeur saisit généralement la Cada.

Lire aussi : [Les responsables de l’accès aux documents administratifs, une courroie de transmission en mal de notoriété](#)

Malgré l’augmentation du nombre de personnes responsables de l’accès aux documents administratifs (Prada) au sein des administrations, passant de 1 718 en 2022 à 2 197 en 2025, le délai de traitement des demandes est *“souvent jugé trop court compte tenu de nos moyens”*, confiait récemment à *Acteurs publics* une Prada d’un grand ministère.

Multiplication des supports communicables

Le rapport pointe en outre l’ambivalence de la transformation numérique censée simplifier la gestion administrative. *“L’évolution des outils et méthodes de travail des administrations à l’ère du numérique a conduit, d’une part à une démultiplication des formes que peuvent revêtir les documents administratifs et, d’autre part, à un moindre formalisme des circuits administratifs”*, écrit la rapporteure générale de la Cada, Laetitia Guilloteau. Les échanges par mails, les comptes

rendus, les SMS entre agents sont autant de documents communicables d'un point de vue juridique, ce qui représente un travail important pour l'administration.

Lire aussi : [La transparence, entre exigence démocratique et contrainte administrative](#)

D'autant plus que la Cada *“ne dispose bien évidemment pas d'un « moteur de recherche » lui permettant, à partir de simples mots-clés, d'identifier dans les armoires, les messageries et les téléphones de l'ensemble de ses agents, passés et présents, les documents susceptibles d'y répondre”*, poursuit Laetitia Guilloteau. Il est donc souvent matériellement impossible de répondre à des demandes faute de précisions suffisantes. Marion Bordas, Prada de la Communauté de communes Pays de Forcalquier-Montagne de Lure, explique dans le rapport d'activité de la Cada qu'il lui est *“arrivé d'expliquer que pour répondre à une demande non ciblée [il faudrait qu'elle] sorte des réserves plusieurs dizaines de mètres linéaires de boîtes d'archives et que des connaissances en latin et paléographie seraient nécessaires”*. Il ne s'agit donc *“aucunement de mauvaise volonté, contrairement à ce que peuvent croire certains administrés, mais bien d'un manque de temps”*, admet une Prada auprès d'Acteurs publics.

“Possibilités d'étalement” de l'envoi des documents

Deux avis rendus par la Cada lors de sa séance du 3 juillet 2025, mentionnés dans le rapport, illustrent ces tensions entre transparence et charge de travail des administrations. Un journaliste avait en l'espèce demandé des documents échangés entre la présidence de la République, le ministère de l'Économie et des entreprises du secteur du tabac et du vapotage. En particulier, ces requêtes concernaient les actions de *lobbying* menées sur une période au cours de laquelle *“plusieurs gouvernements s'étaient succédé”*, rendant l'identification des documents particulièrement ardue.

Lire aussi : [Les algorithmes, nœud gordien de la transparence administrative](#)

La Cada a néanmoins estimé que les demandes ne faisaient pas *“peser sur ces administrations une charge de travail disproportionnée”*, tout en *“rappelant les possibilités d'étalement dans le temps et en invitant le demandeur à se rapprocher de l'administration en vue de hiérarchiser les documents sollicités”*.

Des solutions à trouver dans l'IA ?

Face à cette charge de travail pour l'heure inéluctable, la Cada rappelle qu'en avril 2025, son secrétariat général a lancé une expérimentation d'intelligence artificielle pour aider les agents à retrouver les avis de doctrine les plus pertinents en réponse aux questions informelles des administrations. En décembre 2025, un MOOC a par ailleurs été déployé sur la plateforme interministérielle de formation Mentor et sur celle du Centre national de formation de la fonction publique territoriale (CNFPT) à destination des Prada et de l'ensemble des agents concernés. Mais le président de la Cada, Bruno Lasserre, rassure : l'institution est prête à *“explorer toutes les voies permettant de faire face à ce défi du nombre”*. Il annonce notamment le lancement d'*“une réflexion prospective à la veille du cinquantième anniversaire de la loi du 17 juillet 1978”* qui a instauré un droit d'accès des citoyens aux documents administratifs.

« Il faudrait être buté pour ne pas revoir sa stratégie » : Walter Arnaud justifie le virage de la DSI de l'État

Par Victoria Beurnez

4-5 minutes

Walter Arnaud, nouveau directeur interministériel du numérique, a inauguré sa prise de fonction avec son premier discours. À l'occasion des Rencontres industrielles du numérique de l'État, qui se tenaient ce lundi 29 juin au matin, le successeur de Stéphanie Schaer, arrivé le 24 juin, a traduit, dans une brève clôture, ses ambitions pour la future Ariane – futur nom de la Dinum – dont il a pris la tête après avoir mené sa mission de préfiguration.

Cette entrée en matière pour le haut-fonctionnaire se tenait dans le contexte particulier d'un événement destiné à la coopération entre l'État et les entreprises du numérique, que l'administration veut consolider au regard de la souveraineté numérique. Le sujet a donc naturellement rythmé les propos du nouveau Dinum, qui a annoncé la volonté *“d'accélérer sur le développement de ces coopérations, avec la filière, les syndicats professionnels, les associations, les ministères”*. L'Ariane a vocation à devenir “le point de référence” pour structurer le dialogue de l'État avec la filière du numérique, ainsi que l'avait présenté Sébastien Lecornu.

Passage à l'échelle et déploiement

Les ministères sont notamment en première ligne des *“déploiements et passages à l'échelle”* des solutions souveraines trouvées ou qu'il reste à trouver pour les équiper. Raison de plus pour lancer des ponts vers les acteurs économiques du numérique. *“Nous avons le même problème dans tous les ministères : le passage à l'échelle est un métier à part entière, qui implique de prendre en compte le déploiement, le soutien aux solutions, la formation des agents”*, a lancé le nouveau directeur du numérique.

Lire aussi : [Numérique et réforme de l'État : les deux préfigureurs des réformes placés aux commandes de la Dinum et de la DITP](#)

Sur la lettre de mission confiée par le Premier ministre, Sébastien Lecornu, Walter Arnaud prend acte d'une *“ambition élevée”*, ajoutant que *“là où beaucoup ont vu un projet de réforme de l'État, il s'agit en réalité d'une ambition majeure, dont la création de l'Ariane n'est qu'un corollaire pour y parvenir”*. En plus de consolider ces ponts entre l'État et le privé, le rôle de l'Ariane, selon lui, sera également d'identifier des gouvernances plus efficaces pour le numérique de l'État, et des modèles *“qui se cherchent encore et que beaucoup de personnes attendent aujourd'hui”*. Ce qui est attendu de l'Ariane est effectivement une capacité à homogénéiser, réorganiser les infrastructures numériques de l'État pour les rendre plus sûres et plus efficaces.

Doter la France d'une force de frappe numérique

L'ancien adjoint au directeur de l'industrie de défense, à la direction générale de l'armement

(DGA) au sein du ministère des Armées, n'a pas caché les similarités entre la future Ariane et la base industrielle et technologique de défense, déjà invoquée il y a quelques semaines par Sébastien Lecornu à l'annonce de cette réforme. *“Il y a des spécificités très différentes, mais évidemment des points liés : le besoin d'investissement, de vision stratégique et d'orientation claire”*, a-t-il précisé, affirmant que la démarche actuelle s'inspirait de ce dispositif.

Le gouvernement ambitionne clairement la construction d'une base industrielle et technologique du numérique, dont les entreprises doivent être parties prenantes. *“Le nucléaire, l'armement ou l'aéronautique ont été voulus comme des segments industriels, techniques et économiques de souveraineté, quelle que soit la situation internationale. Aujourd'hui, c'est l'ambition dont veut se doter la France : que le numérique et en particulier l'IA deviennent des sujets de souveraineté”*, a-t-il développé.

Lire aussi : [La Dinum va être recentrée sur son rôle d'architecte du numérique de l'État](#)

Plus généralement, le haut fonctionnaire a partagé sa vision globale de la future stratégie numérique de l'État, précisant que celle-ci *“ne se réoriente pas par caprice”*, mais que dans un contexte international, européen et national très mouvant, *“il faudrait être buté pour ne pas revoir sa stratégie tandis que l'ensemble de l'écosystème connaît des modifications majeures et structurelles”*.

Sondage exclusif : Comment l'intelligence artificielle transforme-t-elle les services publics français ?

Par Acteurs publics Solutions

2-3 minutes

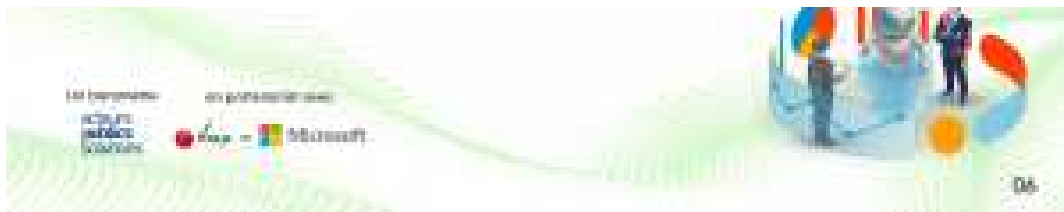
70 % des agents déclarent utiliser l'IA dans leur contexte professionnel. Pourtant, seules 6 % des organisations publiques sont au stade d'un déploiement vraiment avancé. Les assistants IA pour les agents arrivent en tête des usages souhaités (49%), mais l'amélioration de la relation avec les usagers n'est citée que par 18 % des répondants. L'IA publique profite d'abord aux agents, rarement aux citoyens.



La sécurité des données, premier frein

Contrairement aux idées reçues, ce n'est ni la peur pour l'emploi ni les résistances culturelles qui freinent le développement de l'IA dans les services publics. Avec 53 % de citations, les risques sur la sécurité et la confidentialité des données arrivent largement en tête, devant la complexité réglementaire (35%) et les réticences culturelles (29%).





Apprendre en faisant, et former les managers en priorité

Sur la formation, les attentes ont changé de nature. 50 % des répondants citent la mise en pratique sur des cas réels comme besoin prioritaire, devant toute formation théorique. Et 40 % réclament la formation des managers et décideurs, un chiffre qui monte à 49 % dans les collectivités territoriales : c'est d'abord en haut de la hiérarchie que le besoin de montée en compétences se fait sentir.



Ce qu'il faut retenir

La question n'est plus de savoir si l'IA a sa place dans les services publics. Elle y est déjà. La vraie question est celle du passage à l'échelle : comment des organisations publiques, contraintes en budget et en ressources, réussissent à transformer un usage individuel en déploiement collectif, sécurisé et utile aux citoyens.

Retrouvez ici les [résultats complets du Baromètre 2026 IA & Service public](#).

Le débat “Baromètre IA & Services publics 2026 : maturité, usages et besoins des organisations publiques”

Et découvrez l'analyse complète de ces résultats dans l'émission ci-dessous, avec **Emilie Agnoux**, co-fondatrice du think-tank Le Sens du service public, **Olivier Tesson**, DSI du Conseil départemental de l'Essonne et **Benjamin Szames**, directeur de comptes Secteur Public chez Microsoft France :